ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1555 - 1er mai 1998 - prix : 9 F

Un gouvernement de gauche qui fait comme la droite

DES CADEAUX AU PATRONAT, L'AUSTÉRITÉ POUR L'ÉCOLE ET LES SERVICES PUBLICS

L.O.

M 6189 - 1555 - 9,00 F

Nouvelle Calédonie

LE RAVALEMENT DE FAÇADE DU COLONIALISME

p. 16

Conseils Régionaux

GAUCHE-DROITE, LE CONSENSUS

p. 5

Seine-Saint-Denis

LA GRÈVE DES ENSEIGNANTS

p. 7

Russie

LES PREMIERS MINISTRES CHANGENT, LE CHAOS RESTE

p. 8-9

SOMMAIRE

Leur société

4 – La colère des agriculteurs
– La mission d'information sur le Rwanda, plutôt une mascarade
6 – Non aux expulsions des sans-papiers !
– À Marseille, manifestants anti-expulsion sur un car-ferry
7 – Les enseignants de Seine-Saint-Denis ne désarment pas
– Les agents de parking des Aéroports de Paris en grève
15 – Abolition de l'esclavage : falsification et hypocrisie
– Il y a 20 ans, l'assassinat d'Henri Curiel

Politique

5 – Dans les conseils régionaux de l'Ile-de-France et du Nord-Pas-de-Calais

Tribune

6 – Algérie : le partage des postes et des prébendes sur fond de guerre civile

Dans le monde

8/9 – Russie : nouveau Premier ministre, vieilles histoires
– Évasion monétaire, impayés et faiblesse de l'État
– Ex-Allemagne de l'Est : la percée de l'extrême droite
10 – Grande-Bretagne : quand les désordres monétaires deviennent prétexte à baisser les salaires
– Espagne : les travailleurs de la Poste s'opposent à la dégradation du service public
16 – L'accord de Nouméa sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Dans les entreprises

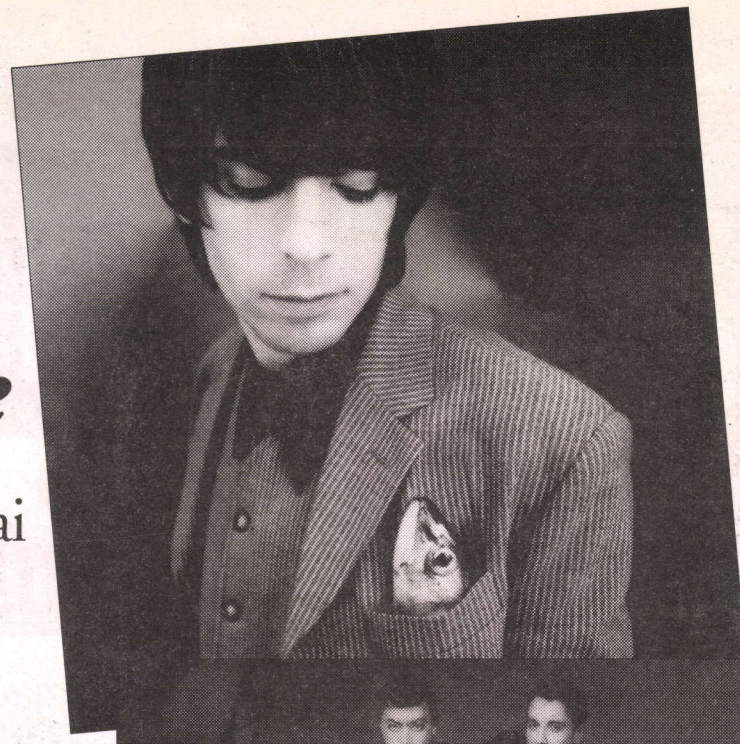
11 – Débrayage à la maintenance de Renault-Cléon
– Renault-Choisy : des bénéfices… qui ne sortent pas du néant
12 – La grève continue au Centre aérien postal Roissy
– AXA-UAP : quand la fusion maintient la division
13 – SNCF-dépôt de Fréthun (Pas-de-Calais) : la grève des conducteurs du fret tunnel
– Un coup de colère des salariés de SeaFrance-Calais
– Transmanche-Calais : des profits qui vont couler à flots
14 – CHU de Bicêtre : les travailleurs du ménage, en grève, ont gagné
– ELM-Leblanc Drancy : nouveau patron… vieilles méthodes
– Chloralp Rhône-Poulenc (Pont-de-Claix) : des économies aux dépens des travailleurs handicapés

Lire

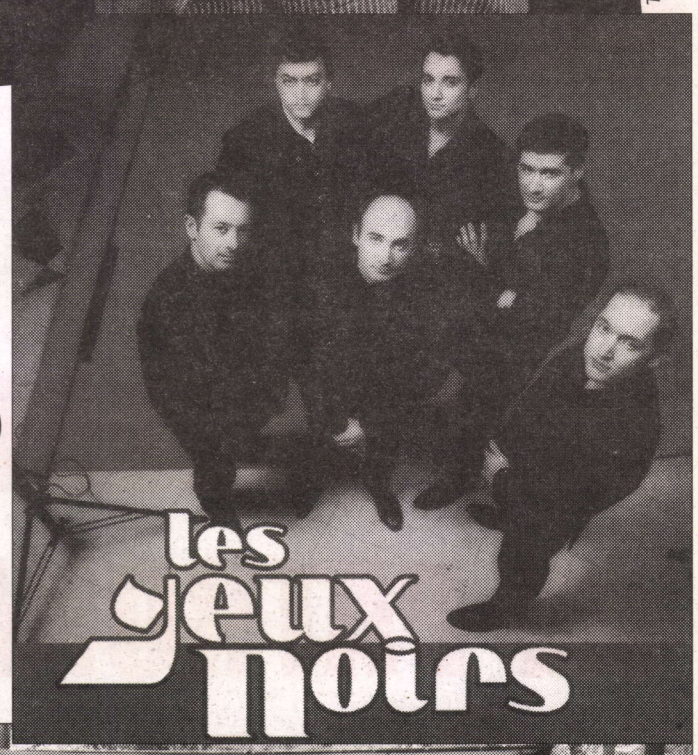
15 – *Entre guerre et misère, les esclaves d'aujourd'hui* de Marie Agnès Combesque

Dans un mois, la fête de Lutte Ouvrière

Les samedi 30, dimanche 31 mai et lundi 1er juin à Presles (Val-d'Oise)



Thomas Fersen



Nous pouvons d'ores et déjà annoncer la participation des artistes suivants à notre fête :

Au grand podium :

Jacques HIGELIN
Thomas FERSEN (et son « Bal des oiseaux »)
Marc JOLIVET (dans son spectacle « Gnou »)
LES YEUX NOIRS (musiques tziganes et du monde)
Victor Racoin (musique et humour)
Casse-pipe (chansons noires)
Michel Buhler (chanteur suisse)
So Kalmery (musique zaïroise)
Valerie Ambroise (hommage à Brassens)
Lounes (chants berbères d'Algérie)

Au Théâtre de Verdure et au Cabaret :

Bleu cerise
Charlotte etc
Corine Chevans
Le quartet buccal
Les arrache-cœurs

Sur la scène de Jazz City

Parmi les groupes de jazz qui animeront les concerts de Jazz City, seront présents : le trio du saxophoniste Alain-Michel Jourdat, les pianistes Manuel Rocheman et Jean-Paul Millier, les saxophonistes Tierry Bruneau et Richard Raux, sans oublier les Troubadours du Swing et le groupe Haddock qui fera résonner les accords du chicago Blues.

À la place aux Jeunes,

Fluo auteur-interprète « complice des 3/10 ans » se produira le samedi et le dimanche.

ACHETEZ VITE VOTRE CARTE D'ENTRÉE

La carte d'entrée coûte 70 F sur place pour les trois jours (et 60 F pour une seule journée). Mais si vous l'achetez à l'avance auprès de nos militants ou en écrivant à l'adresse de notre journal, vous la paierez 45 F seulement.

20% de réduction avec les bons d'achat que vous achetez d'avance

Si vous achetez à l'avance, auprès de nos militants ou en nous écrivant, des bons d'achat vendus 8 F, ils vous donneront un pouvoir d'achat de 10 F dans la fête. À ne pas manquer.

Voici l'adresse de notre journal où vous pouvez adresser vos commandes :

Lutte Ouvrière – BP 233
75865 Paris cedex 18

Chèques à l'ordre de Lutte Ouvrière

Navettes d'autocars gratuits depuis la Porte de la Chapelle

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 13 600 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Un gouvernement de gauche qui fait comme la droite

DES CADEAUX POUR LE PATRONAT, L'AUSTÉRITÉ POUR L'ENSEIGNEMENT ET LES SERVICES PUBLICS

Quelles sont les réelles préoccupations du gouvernement Jospin, son attitude face à la grève des enseignants de Seine-Saint-Denis en fournit ces jours-ci la démonstration.

Claude Allègre, ministre de l'Éducation Nationale, bousculé par des enseignants de ce département qui ont envahi le studio de RTL dont il était l'invité le dimanche 26 avril, a pu se rendre compte directement que leur mobilisation n'a pas faibli, malgré l'interruption des vacances scolaires.

Cela fait plusieurs semaines que les enseignants protestent par des grèves, des manifestations répétées, contre la criante insuffisance de personnel, les classes surchargées et les conditions de fonctionnement lamentables de l'enseignement dans cette banlieue ouvrière de la région parisienne qu'un rapport officiel lui-même considère comme un département sinistré. Ils bénéficient tout naturellement du soutien des parents d'élèves.

Le ministre socialiste de l'Éducation n'avait même pas daigné jusque-là rencontrer les représentants des enseignants en lutte. Voilà au moins la rencontre faite, même si ni Allègre, ni son conseiller en « relations sociales », Alain Geismar, ex-leader de Mai 68 devenu sous-fifre de cabinets ministériels, ne l'ont appréciée.

Les enseignants réclament la création, immédiate et en nombre suffisant, de postes non seulement d'enseignants, mais aussi d'infirmières, d'assistantes sociales, de personnel technique. Le ministre de l'Education a eu le culot de répondre que, ne pouvant pas « faire des miracles », il ne peut créer d'un coup les postes qui manquent. Et de proposer un plan à longue échéance, sur trois ans, peut-être plus. Autant dire à la Saint-Glin-Glin. D'ici là, la « gauche plurielle » arrivera en fin de législature et, de promesses reniées en problèmes éludés, elle se sera déconsidérée et passera le relais à la droite, qui recommencera la même comédie.

Pourquoi donc le gouvernement ne pourrait-il pas créer, tout de suite, les postes qui manquent ? Le besoin existe, il est urgent et aujourd'hui officiellement reconnu. Ce ne sont pas non plus les enseignants, les infirmières, les assistantes sociales, les ouvriers d'entretien à la recherche d'un emploi qui manquent. Alors, pourquoi ?

Parce que le gouvernement ne veut pas débloquer les fonds nécessaires.

Les patrons n'ont pas besoin de manifester pour que le gouvernement de gauche continue à leur faire les cadeaux que leur ont fait les gouvernements de droite et qui représentent plusieurs centaines de milliards tous les ans. Il y a de l'argent pour les patrons. Il n'y en a pas pour assurer un enseignement correct aux enfants des classes populaires. Et on ose continuer à pérorer sur le mal des banlieues et les adolescents à la dérive ! Et le ministère de la Justice étudie une loi rendant les parents passibles de prison pour des délits commis par leurs enfants afin, dit-on, de leur apprendre à mieux s'occuper de leur éducation !

Le gouvernement de Jospin est gêné par le mouvement des enseignants, d'autant qu'il s'agit d'un milieu qui constitue une part importante de la base électorale du PS. Mais il préfère compromettre son influence électorale plutôt que de prendre l'argent où il est.

Au-delà de la Seine-Saint-Denis, c'est toute une partie des classes populaires qui est sinistrée, et pas seulement pour l'éducation de leurs enfants. Sinistrée du fait du chômage ; sinistrée du fait de la dégradation des quartiers populaires ; sinistrée parce que l'État consacre de moins en moins d'argent à ce qui est indispensable à la population.

Il n'y a pas d'argent ? Mais rien qu'en rétablissant l'impôt sur les bénéfices au niveau où il était il y a quinze ans et en imposant fortement les profits spéculatifs, il y aurait de quoi créer des centaines de milliers d'emplois, et pas seulement dans l'Éducation Nationale ni dans la seule Seine-Saint-Denis, mais partout, dans les transports, dans les hôpitaux ou dans la construction de logements à loyer modéré. Mais il faudrait que le gouvernement ose s'en prendre aux profits et aux revenus du grand capital, ce qu'il ne fait pas. Il se contente de racler les fonds de tiroir pour faire quelques aumônes.

Jusqu'à ce que la marmite explose ! Et pas seulement du côté des enseignants.

MANIFESTONS LE 1er MAI

Le 1er Mai, Lutte Ouvrière appelle tous ceux qui pensent que, pour combattre le chômage, il faut des mesures radicales qui s'en prennent véritablement aux profits du grand patronat, à participer aux manifestations organisées par la CGT avec d'autres syndicats.

C'est l'occasion d'affirmer que les intérêts de la bourgeoisie doivent passer après ceux du monde du travail, donc de la majorité de la population. Et il s'agit en même temps, en ce jour traditionnel de manifestation du mouvement ouvrier, d'affirmer la solidarité internationale de la classe ouvrière sous le drapeau des travailleurs, le drapeau rouge.

A Paris, la manifestation partira à 14 heures de la place de la République.

Une énième réforme de l'enseignement en chantier

ALLÈGRE VEUT FAIRE OUBLIER LES VRAIS PROBLÈMES

Au cours du colloque sur l'avenir de l'enseignement dans les lycées ouvert à Lyon le 28 avril, les participants, universitaires, représentants du ministère, syndicalistes et scientifiques, devaient se pencher sur les 49 propositions du rapport Meirieu devant servir de base à la réforme des lycées projetée par Claude Allègre. Ces propositions concernant notamment l'allégement des programmes et l'accompagnement des élèves résulteraient, paraît-il, des leçons d'une vaste consultation nationale, menée auprès des élèves et des enseignants.

En tout cas, pour le ministre Claude Allègre, confronté à la colère des enseignants des collèges mais aussi des instituteurs, ce énième projet de réforme ne pouvait mieux tomber en lui fournissant une bonne occasion de faire diversion.

Car pendant qu'Allègre amuse la galerie avec ses propositions sur l'avenir des lycées, les problèmes les plus urgents restent en suspens. À commencer par le manque de moyens et d'effectifs, dénoncé en particulier par les enseignants de la Seine-Saint-Denis qui sont en lutte depuis deux mois. Alors que la situation exige des crédits et des embauches massives pour alléger les classes et rattraper les retards accumulés depuis plusieurs années, Allègre n'a jusqu'à présent pris aucun engagement sérieux. La colère gronde également chez les enseignants du primaire qui attendent, entre autres, une accélération de l'intégration des instituteurs dans le corps, mieux rémunéré, de professeurs des écoles. Le syndicat SNUI-PP les appelait d'ailleurs à une nouvelle journée de grève, le 30 avril, sur cette revendication.

En fait, le tandem Jospin-Allègre ne fait que reprendre une recette utilisée bien des fois par les gouvernements qui les ont précédés : organiser des tables rondes et promettre des réformes, sans remettre en cause la politique d'austérité budgétaire qui frappe l'Éducation Nationale comme tous les autres services publics.

Roger MEYNIER

La mission d'information sur le Rwanda

UNE MASCARADE QUI NE TROMPE PERSONNE

La «mission d'information sur le Rwanda», (dirigée par Paul Quilès, ancien ministre socialiste de la Défense et qui regroupe des parlementaires), a procédé à l'audition de diverses personnalités politiques qui étaient à la tête de l'État français, au moment du génocide de 1994 au Rwanda.

Devant cette mission-alibi, sans pouvoir et bridée par le «secret défense», les auditions ont tourné à la mascarade où il s'est agi avant tout de défendre la politique menée par la France. Balladur, Premier ministre en mars 1993, a été ainsi entendu, accompagné de trois de ses anciens ministres de l'époque dont Juppé (alors ministre des Affaires étrangères). Pas gênés le moins du monde, tous les quatre ont assumé totalement la politique menée par la France au Rwanda.

Des livraisons d'armes à la dictature après le début du génocide ? «*Extrêmement limitées*» a assuré Balladur qui a même précisé : «*7 pistolets, 160 parachutes (...)!*» Et de resservir le conte pour enfants sur les nobles motivations de la France qui ne cherchait au Rwanda que la réconciliation entre les Tutsis et les Hutus et qui aurait été la première à pratiquer véritablement l'aide humanitaire.

Quant aux affirmations sur l'implication de la France dans les massacres, elles ont été rejetées sur le mode indigné. Il ne s'agirait que d'une «*campagne violente, partisane, souvent même haineuse*». «*À qui profite le crime?*» s'est écrié Juppé, reprenant la thèse d'un complet orchestré par les États-Unis.

Le lendemain, avec le fils de François Mitterrand, Jean-Christophe Mitterrand, conseiller pour les affaires africaines à l'Élysée jusqu'au printemps 1992, ce fut le même son de cloche, le fils défendant son père : «*Si l'on veut résumer objectivement l'action de la France au Rwanda dans cette période, force est de constater que le président de la République française n'a pas ménagé ses efforts pour faire évoluer le régime (...) vers le multipartisme et la démocratie, (...) pour faire respecter les droits de l'homme, (...) pour œuvrer pour la paix (...)*».

Voilà ce qui a été servi en guise de témoignage dans cette enquête : des satisfecit grossiers qui n'ont pas gêné le moins du monde les députés de la mission, qui se sont montrés on ne peut plus gentils et courtois. Même un journal comme *Le Monde*, pourtant très respectueux de la politique gouvernementale française, s'est senti obligé de relever que «*certaines questions n'ont tout simplement pas été posées*». En effet, tout a été bien préparé pour qu'aucune question embarrassante ne soit posée, de façon que l'audition des Balladur, Juppé et autres puisse sans inconvénient être publique et retransmise à la télé.

Tout ce cinéma ne peut masquer ce qui n'est plus aujourd'hui qu'un secret de polichinelle. La France, avec à sa tête Mitterrand, épaulé par Bérégovoy puis par Balladur a bien soutenu, armé et cautionné la dictature au Rwanda, au moment même où celle-ci mettait en œuvre le génocide d'un million de personnes.

Paul BARRAL

DES CHOUX-FLEURS, DES FRAISES, DES PORCS... ET DES CHATAIGNES

AFP

Producteurs de fraises et policiers face à face à Bordeaux.

Après la crise du chou-fleur, voici celle de la fraise, en attendant sans doute celle du cochon, et d'autres à venir plus tard.

Les producteurs de choux-fleurs ont reçu du ministre de l'Agriculture la promesse d'examiner leur situation cas par cas. Que vont-ils obtenir vraiment? Probablement davantage de promesses que d'aides réelles. Mais ils passent, dans l'opinion, pour avoir eu gain de cause, et cela n'est sans doute pas étranger à la révolte des producteurs de fraises qui ont déversé leurs produits devant le consulat d'Espagne à Bordeaux, et se sont ensuite battus avec les forces de l'ordre. Les «fraisiers» accusent les producteurs espagnols de surproduction, de concurrence déloyale, et s'en prennent également aux autorités françaises et européennes accusées de ne pas être capables d'étaler dans le temps la commercialisation des fraises des deux pays (qui mûrissent un peu plus tôt en Espagne qu'en France).

A peu près en même temps, des producteurs de porcs bretons, qui se plaignent de la baisse des cours, sont intervenus dans certains supermarchés de l'Ouest pour protester contre les prix trop élevés pratiqués dans les rayons, et ont même imposé une baisse autoritaire de 20 % dans un supermarché, sur les viandes de porc, de bœuf, ainsi que les fruits et légumes.

A l'origine de tous ces mouvements il y a la surproduction de ces produits, du moins relativement au pouvoir d'achat de la population. Et ce phénomène est encore accentué par la dictature sur les prix des industriels de l'agroalimentaire et des centrales d'achat de la grande distribution, qui se gardent de répercuter les baisses des prix à la production.

Parmi les millions de chômeurs, de travailleurs précaires, qui vivent à la limite, ou en deçà de la pauvreté, la plupart sans doute ne demanderait qu'à consommer davantage de porc, de choux-fleurs et de fraises, sans parler de toutes les productions dont on ne va pas manquer de nous annoncer la surproduction dans les mois à venir. Et, en dehors de la France, il y a des centaines de millions de consommateurs potentiels qui aimeraient pouvoir se nourrir convenablement. En réalité il n'y a pas de surproduction par rapport aux besoins, bien au contraire, il y a sous-production. La surproduction n'existe, comme toujours, que par rapport au marché. C'est une des tares habituelle du capitalisme.

Les dirigeants français, comme européens, même s'ils divergent sur certains points, préconisent au fond la même politique : exporter quand c'est possible et sinon réduire la production. En même temps des subventions énormes sont versées aux agriculteurs pour des motifs divers, et entre autres, pour compenser certaines limitations de production. En France c'est 170 milliards qui sont ainsi versés. A qui? Le plus souvent le versement intervient en fonction du volume de la production, c'est-à-dire qu'il va surtout aux plus gros agriculteurs.

Dans l'agriculture et dans la distribution comme pour tout le reste, la transparence totale des prix pratiqués par le grand patronat de l'agroalimentaire et du grand commerce serait nécessaire. Elle aiderait à imposer des prix décents et satisfaisant à la fois les producteurs et les consommateurs, quitte à réduire ou supprimer les profits des circuits de distribution sur ces produits, ce qui après tout ne serait jamais que remplir un rôle de service public indispensable. Il est aussi nécessaire pour les uns de pouvoir manger les produits de saison, pour les autres de pouvoir vivre de leur travail, que de se chauffer, se transporter ou se soigner.

André VICTOR

Toulon

DE LA DROITE «RÉPUBLICAINE» À L'EXTRÊME DROITE

Le 1er tour de l'élection législative de Toulon, suite à l'invalidation du député-maire Front National de la ville, Le Chevallier, a eu lieu dimanche 26 avril. Dans cette circonscription où le FN réalise des scores importants, le candidat de droite n'a pas fait dans la dentelle. Au diable la démagogie à mots couverts, et allons-y franco : «*L'extrême droite, c'est moi*» a-t-il ainsi déclaré avant le premier tour! Il n'a pas pour autant été menacé le moins du monde d'une exclusion de l'UDF et a bénéficié aussi de l'appui du RPR. Cela n'a pas empêché, il est vrai, d'être éliminé dès le premier tour, avec dix points de moins que le total des voix des deux candidats de droite lors de la précédente élection législative. Et c'est la femme du député FN qui est arrivée en tête, devant le candidat du PS.

La voilà, la droite baptisée «républicaine» qu'à gauche on nous présente souvent comme le rempart de la démocratie face au FN!

P. B.

GUILLEMETS MAL À PROPOS DANS LO

Dans notre numéro précédent (*LO* n° 1554), nous avions mis des guillemets dans le titre d'un article intitulé : *Aubry aux patrons* : «*Il n'y aura pas d'entrave au droit de licencier*». Cela pouvait laisser croire que la ministre du Travail avait effectivement tenu ces propos, ce qui n'était pas le cas.

Cela dit, seuls les guillemets étaient intempestifs, car en revanche Martine Aubry avait bien précisé, selon *Le Monde*, qu'elle n'avait pas parlé d'un projet de loi concernant une éventuelle réforme du droit de licenciement pour l'automne, et que rien n'était prêt à ce sujet.

Martine Aubry n'a donc pas dit ce que nous lui avons fait dire, mais manifestement elle le pense très fort, de façon à ce que cela soit entendu des oreilles patronales.

DANS LES CONSEILS RÉGIONAUX

• En Ile-de-France

LA GAUCHE À LA RECHERCHE D'UN CONSENSUS AVEC LA DROITE DITE « RÉPUBLICAINE »

Les médias en parlent moins mais le grand cirque, qui s'est déroulé à l'occasion des élections des présidents des Conseils régionaux où la gauche reprochait à la droite « républicaine » de faire alliance avec le FN, n'en continue pas moins.

En Ile-de-France, où notre camarade Arlette Laguiller siège en compagnie de deux autres élus de Lutte Ouvrière et où la gauche plurielle, minoritaire, détient toutefois l'exécutif grâce à l'abstention de la droite, la mascarade continue.

En effet, droite et extrême droite, ensemble ou séparément mais toujours dans le même sens, saisissent chaque occasion pour rappeler à la gauche qu'elle reste bien minoritaire et qu'elle ne peut donc rien décider sans en passer par leurs souhaits.

Comme sur le fond, le budget proposé par la gauche est profondément identique à celui du précédent Conseil de droite, similitude que la gauche rappelle d'ailleurs à chaque instant pour convaincre la droite qu'elle n'a aucune raison de ne pas le voter, chacun essaye de se démarquer par des propositions visant plus les effets d'annonce que de profonds bouleversements.

C'est Huchon, le tout frais président socialiste du Conseil, qui a ouvert le feu en annonçant par voie de presse qu'on allait voir ce qu'on allait voir, qu'il avait un grand projet de plan d'urgence pour les lycées. La déclaration était de circonstance à un moment où les enseignants, parents et élèves de la Seine-Saint-Denis manifestaient énergiquement leur mécontentement, et visait à montrer à quel point la gauche se distinguait de la droite. Pour financer ce mirobolant « plan d'urgence », Huchon proposait un « *grand emprunt* » exceptionnel de 12 milliards. De quoi convaincre les plus sceptiques que la gauche s'attaquait sérieusement et rapidement à la construction, à la rénovation, à l'équipement et à l'entretien des lycées.

Douze milliards ! L'annonce faisait effectivement de l'effet. Mais sur une période de six ans, cela représenterait deux milliards par an… soit l'équivalent exact de ce que la droite a fait durant les six années précédentes.

Nos camarades élus au Conseil régional ont bien sûr dénoncé cet effet d'annonce. Ils ont aussi demandé à l'exécutif s'il était prêt « *à user de son audience pour intervenir auprès du ministre Allègre afin qu'il satisfasse immédiatement les revendications urgentes des enseignants de Seine-Saint-Denis* ». À l'occasion d'un débat sur la formation professionnelle, nos camarades ont dénoncé le fait que la formation professionnelle n'est bien souvent qu'un prétexte pour fournir aux patrons une main-d'œuvre qui n'est pas rémunérée comme des travailleurs à part entière et qu'après la formation c'est le chômage qui attend le jeune, même professionnellement qualifié.

Ils ont aussi dénoncé le petit jeu de la part de la droite et de l'extrême droite, qui visent tout autant les effets d'annonce en mettant en avant des propositions qui leur permettent de déclarer qu'ils se préoccupent des contribuables, des automobilistes, des jeunes, des lycéens, etc. Cela leur coûte d'autant moins que ce n'est pas la droite qui assure la direction de l'exécutif.

C'est ainsi que le RPR et l'UDF ont repris cette année à leur compte une proposition présentée les années précédentes par le Front National, visant à faire passer le permis de conduire de 174 F à… 1 F (proposition refusée dans le passé par la droite lorsqu'elle était majoritaire).

Devant cette unanimité de la droite, après quelques hésitations la gauche s'est ralliée. Le permis coûtera donc moins cher en Ile-de-France… fort bien. Nos camarades n'ont cependant voulu ni voter avec le Front National ni cautionner la mascarade consensuelle, et ont été les seuls à ne pas prendre part au vote.

Arlette Laguiller a par ailleurs interpellé Huchon pour lui demander s'il avait l'intention de se constituer partie civile, au nom de la région, dans l'enquête en cours sur les irrégularités dans la passation de marchés de rénovation des lycées lors de la mandature précédente. Elle s'est également élevée contre des avantages accordés, sur le budget régional, à une grosse entreprise comme Motorola, qui se voit attribuer des fonds pour son centre de recherche.

Alain MARQUET

DES MOTS ET DES ACTES

Les déclarations plus hypocrites les unes que les autres des élus de gauche comme de droite en faveur des enseignants, des parents et des élèves de la Seine-Saint-Denis en lutte n'ont pas manqué tout au long des discussions sur la partie du budget concernant les lycées dont le Conseil régional d'Ile-de-France a la charge.

À une intervention de notre camarade Arlette Laguiller qui demandait à Huchon « *d'user de son audience* » auprès de ses amis politiques du gouvernement, et en particulier d'Allègre, afin qu'ils satisfassent les revendications des enseignants de la Seine-Saint-Denis, le vice-président de la commission des lycées a tout simplement répondu, sans se démonter mais en termes très généraux, que les lycées restaient sa priorité et qu'il avait fait le nécessaire auprès d'Allègre… qui allait d'ailleurs recevoir les enseignants.

La gauche n'est pas avare de paroles. Mais ce sont les enseignants qui ont réussi à entrouvrir la porte d'Allègre et c'est leur pression persévérante qui réussira à leur faire obtenir satisfaction.

LE FN S'EN « GAGE » CONTRE LES EXCLUS ET LES MALADES DU SIDA

Lors des votes sur le budget du Conseil régional, les groupes politiques peuvent présenter des amendements au projet présenté par l'exécutif. Mais à condition que chaque proposition de modification ayant des implications financières soit accompagnée d'une économie équivalente, qu'elle soit « gagée » comme ils disent.

Bien sûr, les économies proposées sont significatives de la politique de chaque groupe. C'est ainsi que le FN propose systématiquement de réduire les aides aux organismes chargés de lutter contre l'exclusion ou contre le Sida. Qu'ils crèvent, quoi !

• Dans le Nord-Pas-de-Calais

CONSENSUS QUAND TU NOUS TIENS…

Lors de l'élection du président du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, aucun des deux partis de la droite n'avait présenté de candidat. Ils avaient ainsi permis l'élection à la majorité relative de Michel Delebarre, le leader du Parti Socialiste.

Pour l'élection des présidents et vice-présidents de commissions thématiques (Formation, Santé, Politique de la ville…) élus le lundi 27 avril (six présidents pour la gauche et quatre pour la droite), la gauche a « renvoyé l'ascenseur » et le quotidien *La Voix du Nord* du 28 avril pouvait écrire que « *l'essentiel des décisions a fait l'objet d'un consensus entre PS, PCF, RPR et UDF* » ; le journaliste aurait pu d'ailleurs ajouter les Verts à sa liste…

Dans les sept commissions dont ils sont membres, afin de se démarquer clairement de ces politiciens de droite comme de gauche, les élus de Lutte Ouvrière ont refusé de participer au vote pour l'élection des présidents et vice-présidents. Tandis que le Front National a présenté à chaque fois un candidat qui a fait le plein des voix de son parti, les accords entre RPR, UDF, Verts, PS, MDC, PC, ont amené ceux-ci à voter allégrement les uns pour les autres, tantôt à droite, tantôt à gauche selon l'étiquette de celui qui se présentait…

Ainsi, des présidents de commission tel Christian Vanneste, ex-député et anticommuniste notoire, ont reçu les voix des conseillers régionaux du PS, des Verts et du PCF.

On peut citer le fait que Christian Vanneste, conseiller municipal de Tourcoing, ville aujourd'hui dirigée par le PS, avait protesté et demandé l'interdiction de la projection du film *Avoir vingt ans dans les Aurès*, ainsi que du débat avec le réalisateur. Ce film contre la guerre d'Algérie aurait pu selon lui troubler l'ordre public. Voilà le type de « républicain » qui a droit aux votes de toute la gauche réunie !

INDEMNITÉS

Les élus de Lutte Ouvrière ayant déclaré qu'ils ne participeraient pas au vote des amendements au règlement intérieur du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, certains conseillers régionaux, de droite comme de gauche, ont alors fait des remarques du style : « *puisqu'ils ne votent pas, pas d'indemnités* ». Ils montrent ainsi ce qui est important pour eux…

Bien sûr, lors du vote des montants des indemnités mensuelles, ils se sont tous prononcés pour : 14 000 F alloués au conseiller régional « de base », 15 300 F aux membres de la Commission permanente, 19 700 F aux quinze vice-présidents et 23 350 F au président de Région. Les élus de Lutte Ouvrière ont voté… contre, en proposant que tous les élus perçoivent une indemnité équivalente au salaire d'un ouvrier qualifié, selon la tradition du mouvement ouvrier.

Mais comme l'a dit sur France 3 Nicole Baudrin, représentante du groupe Lutte Ouvrière au Conseil régional, il y aurait peut-être dans ce cas moins de candidats…

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Algérie

LE PARTAGE DES POSTES ET DES PRÉBENDES SUR FOND DE GUERRE CIVILE

L'affaire de Relizane a fait sensation en Algérie. Pour la première fois, les milices pro-gouvernementales sont mises en cause publiquement par la presse algérienne pourtant étroitement contrôlée par le pouvoir. Il ne s'agit pas simplement d'une « bavure » du contre-terrorisme, ni même de simples exactions pour un profit personnel. Mais de massacres collectifs commis pendant plusieurs années sous l'égide des maires de la région, par les milices dites de légitime défense armées par le pouvoir ; d'enlèvements suivis d'éliminations physiques, de viols, d'actes sadiques en particulier contre les jeunes femmes. L'émotion est d'autant plus vive que Relizane, petite ville de l'ouest algérien, est le chef lieu d'une des wilayas victimes de vagues d'assassinats collectifs attribués aux islamistes il y a seulement quelques mois.

Devant des preuves et des témoignages nombreux et accablants, la justice a admis la plainte… mais les accusés ont été relâchés ! Il faut dire qu'ils appartiennent tous au principal parti du pouvoir, le RND, récemment mis en place par l'armée et l'administration. Relizane n'est pas un cas à part : selon la presse algérienne, 128 plaintes ont été déposées contre les exactions et assassinats commis par les bandes armées pro-gouvernementales.

Les groupes dits d'« auto-défense » et les « gardes communaux » sont de véritables milices privées liées au pouvoir militaire qui imposent la dictature locale de notables, caïds, féodaux et mafias en tous genre, qui n'ont rien à envier dans la pratique de la violence et la barbarie aux « émirs des groupes armés islamistes ». D'autant qu'il y a des revanches à prendre. Après l'annulation du processus électoral en 1992 (qui avait vu la prépondérance du FIS) et la dissolution des équipes municipales à majorité islamiste remplacées par les DEC (Délégations exécutives communales), les nouveaux maires – mais anciens notables – ont disposé chacun avec la mise en place des milices d'une petite armée qui leur ont non seulement permis d'enlever et d'éliminer les jeunes des familles supposées pro-FIS, mais de commettre d'innombrables crimes et exactions au nom de l' « éradication de l'islamisme ».

Si le pouvoir militaire accepte aujourd'hui que la presse se fasse l'écho de l'affaire de Relizane, ce n'est évidemment pas par amour de la vérité, ni pour faire acte de contrition. Ni même pour lutter réellement contre les exactions de ses supplétifs. Le rôle des délégations de journalistes étrangers venues « enquêter » sur place et autres timides commissions internationales, n'a pas dû lui-même peser bien lourd. En réalité, quand le pouvoir militaire algérien, qui a une longue expérience en matière de bonapartisme – un coup à gauche, un coup à droite – choisit de laisser mettre en accusation certains de ses appuis politiques et dénoncer quelques uns des méfaits de ceux qu'on appelle les « éradicateurs », c'est sans doute pour donner quelques gages aux islamistes, à commencer à ceux avec qui il gouverne.

Car la guerre civile qui dure depuis six ans en Algérie ne signifie pas que la dictature militaire ait renoncé à intégrer la politique islamiste à son programme gouvernemental, ni à traiter et négocier avec les différents partis islamistes et leurs branches armées, ni à gouverner avec eux. Aujourd hui, la même nomenklatura qui prospérait sous Boumedienne se partage les postes avec les islamistes du parti Hamas dont le dirigeant, Mahfoudh Nahnah (qui dans les années 70 s'était lancé dans des actions terroristes contre le régime de Boumedienne), lié aux propriétaires fonciers et aux grands bourgeois algériens, a choisi l'alliance avec les militaires. Le Hamas a obtenu le contrôle de l'essentiel des mosquées, écoles et associations qui leur sont liées. Depuis les dernières législatives le pouvoir lui a laissé une place certaine : sept ministres et notamment le ministère de la privatisation (qu'on pourrait aussi bien appeler celui des licenciements) attribué à l'un des dirigeants du Hamas, ancien président de la confédération du patronat algérien !

Le pouvoir multiplie aujourd'hui (même si ce n'est pas nouveau), les gages aux islamistes. Il a mis récemment en place un *Haut Comité Islamique*, grâce auquel le président Zéroual détient désormais « son » autorité islamique qui lui soumet ses *fatwa*, c'est-à-dire ses ordres religieux ! En ce moment même il fait passer au parlement une « loi de généralisation de la langue arabe » qui aggrave la domination des mosquées sur l'éducation. Le gouvernement s'apprête également à faire passer un nouveau code de la famille, aussi réactionnaire que le précédent, légalisant l'ostracisme contre les femmes sous couvert de la religion : répudiation, polygamie, femme traitée comme une mineure, absence de droit pour la femme en cas de divorce, etc. Ce n'est pas encore exactement l'Etat islamiste cher aux leaders du FIS, mais ça en prend le goût et la couleur…

En réalité, la guerre civile a permis et permet toujours la création de nouvelles fortunes (et l'essor des anciennes !) et donne l'occasion d'une certaine redistribution du gâteau entre différentes couches de la petite et grande bourgeoisie algérienne (islamiste ou dite « moderniste ») : accès aux réseaux commerciaux, à la manne pétrolière, aux aides du FMI. Les tractations au sommet entre le pouvoir et les islamistes (le Hamas, mais aussi le FIS et sa branche armée et autres formations de moindre importance) n'y sont sans doute pas étrangères. Les gages politiques donnés aux islamistes suffiront-ils à élargir la base sociale d'anciens et nouveaux riches du régime ? C'est une autre affaire.

Le seul fait certain et flagrant, c'est que ces partages et ce pillage des richesses du pays se réalisent sur le dos de l'immense majorité de la population au prix d'une paupérisation accélérée et massive, au point qu'un officiel du régime déclare lui-même à la presse que « la misère prend l'allure d'une catastrophe ». De ce côté-là, du côté des travailleurs et des pauvres, pas de concessions. C'est la guerre à outrance, sans tractations, la guerre sociale.

R.P.

Leur société

NON AUX EXPULSIONS DES SANS-PAPIERS !

Après plusieurs semaines d'embargo sur les reconduites à la frontière de sans-papiers maliens, la direction d'Air France vient de négocier un accord avec le ministère de l'Intérieur concernant les conditions dans lesquelles doivent se réaliser les expulsions d'étrangers en situation irrégulière. Mais la limitation du nombre d'expulsés possibles sur un même vol, ou la présence d'une escorte, ne rendent bien sûr pas plus tolérables ces « reconduites » à la frontière.

Les expulsions manu militari d'étrangers en situation irrégulière n'ont d'ailleurs jamais cessé. L'embargo décidé par Air France, après diverses manifestations dans les aérogares de Roissy et différents incidents au cours de vols vers Bamako, ne concernait que les reconduites en direction du Mali. Mais pour les autres destinations, les expulsions ont continué sur Air France comme sur d'autres compagnies, ainsi que par train ou par bateau. Et le gouvernement n'a pas hésité à contourner la décision d'Air France concernant l'Afrique en expulsant les sans-papiers maliens via Bruxelles, où ils étaient embarqués en direction de l'Afrique par des vols de la compagnie belge, la Sabena.

Apparemment pour le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, toutes ces expulsions seraient parfaitement normales. Ligoter les expulsés pour qu'ils ne réagissent pas, les droguer parfois pour qu'ils ne se rendent compte de rien, comme cela a été fait à plusieurs reprises lors de divers embarquements, voilà visiblement à ses yeux des méthodes acceptables… du moment qu'il n'a pas recours à des charters.

Dans les semaines et les mois qui viennent, au fur et à mesure que seront rejetées des dizaines de milliers de demandes de régularisation, ce sont autant de sans-papiers qui vont vivre sous la menace d'une reconduite à la frontière. Il ne faut pas que Chevènement se sente les mains libres pour réaliser ses sales coups contre ces hommes et ces femmes, qui vivent en France depuis des années et dont le gouvernement n'hésite pas à briser la vie pour satisfaire les fractions les plus réactionnaires de l'opinion.

Marseille

MANIFESTANTS ANTI-EXPULSION SUR LE CAR-FERRY NAPOLÉON

Jeudi 23 avril, à 8 h du matin, au port de Marseille, une trentaine de manifestants bousculaient les trois policiers en faction, et une dizaine d'entre eux pénétraient par la garage sur le car-ferry Napoléon, alors que débutaient les préparatifs de son départ pour Alger prévu pour 13 h 30.

Ces militants du comité anti-expulsion, qui comprend la Cimade, la CNT, la Fondation France Libertés, etc., voulaient retarder le départ du bateau afin que le délai légal soit dépassé. C'est ce qu'avaient déjà voulu faire des comités parisiens qui avaient retardé le train amenant de Paris à Marseille quelques-uns des onze expulsés ou reconduits. Les autres étaient détenus au centre de rétention d'Arena sur le port de Marseille. Les expulsés étaient des Algériens et un titulaire d'un passeport égyptien qui avaient été condamnés en France pour des délits divers et avaient terminé leur peine.

C'est en fait à chaque traversée que le *Napoléon* comme le *Liberté*, qui assurent des voyages vers l'Algérie et la Tunisie, emportent des expulsés à leur bord. Ils transportent aussi des étrangers « reconduits », c'est-à-dire dont les préfectures n'ont pas régularisé les papiers. La compagnie de navigation, la SNCM, effectue une traversée pour Alger par semaine, à chaque fois sous surveillance militaire pour cause du plan « Vigipirate ». Sur le navire les expulsés sont enfermés dans des cabines « sécurisées » et remis à la police du pays d'arrivée. Ils sont en général autour d'une dizaine, souvent moins. D'autres compagnies assurent aussi ces lignes et transportent elles aussi des gens expulsés ou « reconduits ».

Le 24 février dernier, le comité anti-expulsion de Marseille s'était opposé, sans succès, à l'expulsion d'un jeune qui ne voulait pas faire son service militaire en Algérie. Le 11 mars le comité avait interpellé Chevènement au cours d'un meeting de la gauche plurielle à Marseille. Le 15 avril, des membres du comité avait déjà occupé le hall de la SNCM.

Cette fois-ci, jeudi 23 avril, les membres du comité furent retrouvés les uns après les autres sur le bateau et ramenés à terre sauf l'un d'eux, Serge Reynaud, militant de la CNT et préposé de La Poste, qui s'était mieux caché et ne fut retrouvé qu'après le départ du navire. Il dut faire l'aller-retour entre Marseille et Alger dans une des cabines « sécurisées ».

Pour l'instant la direction de la SNCM ne semble pas prête à renoncer à l'accord qu'elle a signé avec le ministère de l'Intérieur pour le transport des expulsés. La CGT des marins de la SNCM, qui, tout comme les syndicats d'Air France, refuse que les navires aient à transporter des personnes contre leur volonté, a demandé à la direction d'y renoncer.

Ces expulsions sont le plus souvent dramatiques pour ceux qui en sont l'objet. D'abord leur sort à l'arrivée ne peut être que de subir des exactions, des brutalités, voire des tortures de la part de la police ou de l'armée, quand ce n'est pas de la part des groupes islamistes. Et de toute façon c'est se retrouver coupé des siens, dans un pays bien souvent inconnu. C'est ainsi que le 18 avril on apprenait que deux sans-papiers algériens avaient avalé de lames de rasoir pour ne pas partir.

Correspondant LO

On nous communique

La Coordination nationale des sans-papiers appelle à protester contre les rejets arbitraires et massifs de dossiers déposés par des dizaines de milliers de sans-papiers et l'ensemble des menaces qui pèsent même sur ceux qui ont une régularisation provisoire en participant le 30 avril à une « veillée » dont le rendez-vous est à 22 heures, place de la République à Paris.

La Coordination des sans-papiers de Seine-Saint-Denis informe qu'elle organise une manifestation de soutien aux sans-papiers le 10 mai à 9 h 30 qui partira de la Bourse du Travail de Saint-Denis en direction de Bobigny.

LO

Enseignement

LES GRÉVISTES DE SEINE-SAINT-DENIS NE DÉSARMENT PAS

Allègre espérait sans doute que les vacances scolaires éteindraient le mouvement des enseignants de Seine-Saint-Denis. Il s'est lourdement trompé. La grève, les manifestations, les occupations de lieux symboliques comme l'occupation de RTL ou de la Sorbonne se poursuivent. La détermination est toujours là plus d'un mois et demi après que le mouvement a commencé. Mardi 28 avril, Allègre annonçait qu'il était prêt à recevoir les syndicats et les représentants du mouvement le jeudi 30.

Pour en arriver là, le mouvement est reparti sur les chapeaux de roue. Dès la rentrée, une première mise en jambe avait permis l'opération « des Choux pour la Cheine-Chaint-Denis », référence à la lutte des producteurs bretons. Pendant deux heures, deux à trois cents enseignants, munis de choux-fleurs, ont défilé de la Madeleine à l'Elysée puis de l'Elysée à l'Assemblée nationale narguant la police. Et il est vrai que les CRS, déboussolés ne savaient où donner de la tête.

A l'Assemblée générale des établissements en lutte qui se tenait le jour de la rentrée, 22 collèges avaient reconduit la grève. Le lendemain ils étaient 41 ! À cette même AG, 80 collèges et lycées étaient représentés, la perspective d'intensifier la pression se faisait largement ressentir. La proposition d'un responsable académique du SNES faisant état d'un appel d'une intersyndicale à étendre la grève aux trois académies de la région parisienne le 5 ou 7 mai fut contestée. Pourquoi attendre presque deux semaines pour appeler les enseignants à rejoindre la lutte ? Pourquoi ne pas appeler dès le mardi 28 ? L'AG décidait d'un appel à une journée de grève totale pour ce même mardi 28 avril, afin que les lycées de la Seine-Saint-Denis se remobilisent à cette occasion. L'AG exigeait aussi qu'à l'issue de la manifestation du samedi 25 avril – la huitième du mouvement ! – la délégation soit reçue par Jospin, Allègre ou Ségolène Royal.

Cette manifestation fut un succès incontestable. Bloqué rue de Varenne, le cortège exigeait d'être reçu par Allègre. De nouveau le ministère proposait un directeur de cabinet. La colère des plus déterminés gonfla devant cette nouvelle fin de non recevoir. Une bousculade avec les CRS se produisit, à l'issue de laquelle huit manifestants furent interpellés sans ménagement. Quelques uns furent matraqués au sol. Une lycéenne s'exclama à l'intention des CRS : « *Déjà qu'on n'a pas assez de profs en Seine-Saint-Denis, vous nous prenez ceux qui nous restent !* ». Au bout de trois heures de garde à vue, les manifestants furent libérés.

Le lendemain dimanche, Allègre était l'invité du « Grand jury RTL-*Le Monde* ». Deux cents manifestants avaient décidé de « s'inviter » à cette émission pour rencontrer Allègre puisque ce dernier s'obstinait dans son refus de les recevoir. La visite surprise fut particulièrement réussie. Dix minutes avant le début de l'émission le studio fut envahi, Allègre « chahuté » dans une joyeuse ambiance. Il dut s'échapper sous les quolibets et les sarcasmes, non sans s'entendre dire quelques vérités bien pensées. Peu de temps avant et alors que les manifestants n'étaient pas encore rentrés dans RTL, Alain Geismar, le directeur de cabinet d'Allégre, se tendait bêtement un piège. Arrivé alors que les portes principales de RTL étaient encore fermées par la sécurité, il ne put pénétrer dans les locaux et du coup se retrouvait malgré lui au cœur de la manifestation. L'ancien leader de Mai 68 et de la Gauche prolétarienne reconverti au socialisme de gouvernement, n'en menait pas large. De nombreux enseignants lui rappelèrent son passé, tinrent à lui souhaiter « *un joyeux anniversaire* » et reprirent quelques vieux slogans de Mai 68.

La manifestation du mardi 28 fut dans la même tonalité combative, avec comme aboutissement l'occupation de la Sorbonne et la tenue dans l'amphithéâtre Richelieu de l'AG des établissements en lutte.

Ces deux dernières initiatives, RTL et la Sorbonne, impulsées par l'AG des établissements, ont reçu un écho très favorable.

Le mouvement était évidemment dans l'attente de la première rencontre avec Allègre le 30 avril. Une chose est certaine : vu la détermination du mouvement, Allègre ne pourra pas se contenter de propositions floues, de chiffres approximatifs comme il en est coutumier. Les enseignants attendent des postes par milliers avec évidemment des moyens pour les financer, et cela vite et bien.

Stéphane HENIN

Aéroports de Paris

LES AGENTS DE PARKING EN GRÈVE

Les journaux prétendent que la gratuité des parkings fait perdre aux gestionnaires d'Aéroports de Paris au moins 500 000 F par jour ! Cette somme ne peut en effet pas rentrer sans le travail des caissiers et des agents de surveillance d'ADP. Mais cette fois-ci, ils ont dit stop.

Car cela fait plus d'un an que de délégation en délégation les agents expliquent à leur hiérarchie qu'ils ne sont pas assez nombreux pour tenir tous les postes de travail, qu'ils sont bien sûr d'accord pour en faire toujours plus comme de s'occuper aussi des interventions sur les bornes et barrières de péage, mais que leur métier évoluant, il faudrait qu'ils sortent de la « grille exécution », la plus petite d'ADP. Une grille qui ne devrait plus avoir cours et dont l'échelon d'embauche, le 108, est en dessous du SMIC.

Au lieu de les écouter et d'embaucher les dizaines de CDD (contrats à durée déterminée) du service, ADP a mis fin au contrat des plus anciens. Les 17 CDD restants, sur un effectif total de 80 caissiers et surveillants, ont senti leur dernière heure arriver. Les titulaires, eux ont senti leurs conditions de travail devenir encore plus intolérables avec cette diminution d'effectif.

Le groupe s'est donc soudé autour de trois revendications : l'embauche des CDD ; l'embauche de dix agents supplémentaires et la revalorisation des qualifications. Dès le mardi 21 avril, la grève a été unanime tout le monde étant présent et très actif aux entrées et sorties de parking, les rendant gratuites pour les usagers.

Au cours des négociations fleuve, la direction semblait découvrir qu'il y en a marre de travailler dans des locaux où le plafond fuit et s'écroule, de ne pas avoir de sanitaires, que c'est une brimade à 40 ans, d'avoir à demander la permission de s'absenter de sa caisse…

Heureux les grévistes le sont grâce à la popularité de l'opération parkings gratuits, et surtout par la force que leur donne la solidarité du groupe. La grève se fait sur le terrain, chacun venant pour ses jours de repos et étant prêt à courir d'un parking à l'autre, décidé à imposer la revalorisation des salaires et de meilleures conditions de travail.

Correspondant LO

Bailleurs de logements

LOUÉ SOIT LE GOUVERNEMENT !

Quand il s'agit de réduire le taux de la TVA, impôt injuste qui touche particulièrement les travailleurs et les petites gens, le gouvernement oublie, bien que cela ait fait partie de ses promesses électorales. En revanche, quand il s'agit de faire des cadeaux aux possédants et aux classes moyennes, il devient bien plus conciliant.

Mise en place par la droite, une disposition fiscale dite amortissement Périssol permet de déduire de ses revenus déclarés des sommes importantes utilisées pour l'achat de biens immobiliers neufs destinés à la location. Ainsi, par exemple, si vous achetez un appartement neuf à un million de francs pour le louer, y compris à un membre de votre famille, vous pourrez défalquer un abattement de 10 %, soit 100 000 F les quatre premières années, puis de 2 % pendant les vingt années suivantes, soit 20 000 F tout de même. Bref, c'est au final une sacrée réduction d'impôt en perspective, et la garantie d'une très bonne rentabilité si vous avez les sommes suffisantes pour acheter du neuf à louer.

Il pleut toujours où c'est mouillé, et ce genre de joli cadeau ne peut guère concerner des travailleurs. En tout cas dernièrement, le gouvernement a décidé que cet avantage qui devait initialement être abrogé au 1er janvier prochain sera prolongé de six mois encore.

Les rentiers et les requins de l'immobilier peuvent continuer à investir tranquillement dans le secteur ; avec le gouvernement de gauche comme avec la droite, leurs intérêts sont logés à la même enseigne.

M. R

Russie

NOUVEAU PREMIER MINISTRE, VIEILLES HISTOIRES

Un mois après le limogeage du gouvernement par le président russe, le Premier ministre désigné par Eltsine pour succéder à Tchernomyrdine, Kirienko, vient d'entrer officiellement en fonctions. Pour cela, il fallait que la Douma (le Parlement) entérine sa nomination, comme le veut la Constitution.

Gamma

Kirienko et Elstine.

Même si, ici comme là-bas, la presse en a fait un feuilleton politique à rebondissements, avec de grandes sorties indignées des députés – membres majoritairement de partis d'opposition – contre le renvoi de Tchernomyrdine et le diktat d'Eltsine voulant leur imposer un Premier ministre qu'ils récusaient – des députés ont même lancé un processus de destitution d'Eltsine –, le suspense n'était pas bien grand. Bien que la Douma ait rejeté par deux fois la nomination de Kirienko, toute l'affaire relevait de la farce car le vote final décisif tenait de la simple formalité.

Ce n'est pas seulement dû au fait que Kirienko a occupé son poste « par intérim » dès le renvoi de Tchernomyrdine. Mais Eltsine avait aussi un « argument » de poids pour convaincre les députés : au troisième rejet de son poulain par la Douma, Eltsine aurait pu dissoudre immédiatement le Parlement. Et personne ne doutait qu'il l'aurait fait : les méthodes du « père de la démocratie russe », comme Chirac, Kohl et Clinton qualifient Eltsine, sont en effet bien connues, depuis la dispersion à coups de canon, fin 1993, d'un Soviet suprême qui ne lui était pas acquis, en passant par la « correction » de résultats électoraux, comme lors de l'adoption de la fameuse Constitution.

Cette fois-ci, Eltsine n'aura pas eu besoin de cet arsenal-là. Il s'est contenté, dans un premier temps, d'acheter les voix de certains députés – la télévision l'a montré déclarant que son chef de cabinet avait pour consigne de « *régler les problèmes matériels des députés* » – et de promettre des postes ministériels ou autres aux chefs de groupes parlementaires. C'est ainsi qu'il a obtenu du président de la Douma, et membre du plus grand groupe de la Douma, celui du KPRF (un des partis communistes de Russie) pourtant publiquement opposé à Kirienko, qu'il appelle à voter pour celui-ci.

Lors des deux premiers tours, cela n'a pas suffi : sur 450 députés, Kirienko n'a obtenu que 143 puis 115 voix. Mais au troisième tour, il en a recueilli… 251. Ce miracle a été aidé par l'envoi, la veille du vote, d'un courrier officiel énumérant à chaque député ce qu'il perdrait en cas de dissolution. Les chaînes de télévision, la presse écrite en ont fait l'inventaire pour le grand public : fin des subsides leur permettant d'entretenir une foule d'attachés parlementaires, obligation de rendre les bureaux et le matériel mis à leur disposition, suppression des avantages de fonction (accès aux cliniques et magasins « spéciaux », personnel de service, appartements luxueux, datchas prêtées par l'Etat, etc.), obligation de quitter Moscou où la plupart des députés n'ont, en tant que provinciaux, pas le droit de résider (une disposition de la période stalinienne toujours en vigueur). Et cela sans aucune indemnité.

Enfin, mais ce n'est pas la moindre chose, ils encouraient la suspension immédiate de leur immunité parlementaire… Sachant qu'au bas mot un député sur dix est, tel le célèbre Mavrodi – celui de l'escroquerie des centaines de milliers d'épargnants crédules dans l'affaire de la société « pyramidale » MMM –, sous le coup d'une ou plusieurs inculpations, « *les sentiments de ces dépossédés en suspens ne sont pas difficiles à imaginer*, écrivait le quotidien *Sévodnia*, *c'est d'elles-mêmes que leurs mains vont se lever pour voter "oui"* ».

Kirienko, que l'on dit piètre orateur, ne manque en tout cas pas d'humour et de cynisme : il a remercié la Douma pour ce vote qui, selon lui, « *demandait un grand courage* ». La population a pu suivre tout cela presque en direct grâce à la télévision. Et cela n'a pu que la conforter dans son mépris des sphères dirigeantes de la bureaucratie, corrompues, sans vergogne et prêtes à tout pour garder la possibilité de s'enrichir sur les ruines d'un pays dont un habitant sur quatre, selon Kirienko lui-même, vit en-dessous du seuil de pauvreté local.

Pierre LAFFITTE

Évasion monétaire, impayés et

Au lendemain de la journée nationale d'action des syndicats russes, le 9 avril, protestant contre les salaires toujours impayés, le nouveau Premier ministre russe Kirienko avait tiré la sonnette d'alarme quant à l'état de délabrement des finances et de l'économie du pays. Il est vrai qu'il ne pouvait guère faire moins, s'agissant de son premier discours officiel… où il ne faisait que reprendre un constat maintes fois développé par son prédécesseur.

Oh, Kirienko ne s'est guère attardé sur le sort des travailleurs – qui doit lui sembler normal –, mais il a insisté sur le fait que le pays serait « *au bord d'une crise d'endettement* » et devrait bientôt consacrer 70 % du budget fédéral au seul remboursement de la dette.

Car, depuis des années que les impôts ne rentrent pas, l'Etat russe vit de plus en plus à crédit et en vient, pour boucler ses fins de mois et payer ses fonctionnaires – même avec retard – à ne plus pouvoir compter que sur les prêts renouvelés des organismes financiers internationaux. Bien sûr, ces crédits n'ont rien de désintéressé, même si les bailleurs de fonds occidentaux de la Russie préfèrent prendre le risque de ne pas revoir tout leur argent à celui d'une mise en faillite du plus grand pays au monde, avec ce que cela impliquerait de convulsions politiques et sociales.

Face à la perspective d'un tel chaos, les dirigeants du monde impérialiste semblent, comme ceux de la bureaucratie russe, réduits à user d'expédients, espérant ainsi conjurer un effondrement sur lequel ils ont peu de prise. Régulièrement, les dirigeants occidentaux menacent ceux de Russie de suspendre leur « aide » si le gouvernement ne fait pas rentrer ses impôts. Tout aussi régulièrement, ils la maintiennent alors que le chef de la police fiscale russe a encore annoncé récemment que 33 % des entreprises ne payent jamais aucun impôt, et 50 % seulement de temps en temps.

Le braqueur de banque : « Avec moi, au moins, votre argent restera en Russie ». *(Dessin paru dans Izvestia du 21 janvier 1998).*

Même quand les dirigeants russes se félicitent d'exporter plus de marchandises qu'ils n'en importent, cela n'améliore pas les recettes de l'Etat. Sous le titre « *Les capitaux russes servent à l'économie française* », le journal *Izvestia* rapportait dernièrement que, si les investissements français directs en Russie sont, selon la Banque de France, de l'ordre de 400 millions de dollars au 1er janvier 1998, rien qu'au 1er janvier de l'année précédente les investissements russes en France étaient, selon la même source, de cent millions supérieurs.

LE PARA, LE SAMOURAÏ, LES PARRAINS ET LES TRUANDS...

Le général-para en retraite Lebed serait en bonne position pour rafler le siège de gouverneur de Krasnoïarsk, une région sibérienne peu peuplée mais grande comme quatre fois la France et riche en or, nickel et autres minerais.

Lors de l'élection présidentielle de 1996, Lebed avait, en échange de son ralliement à Eltsine au second tour, obtenu une place en vue au Kremlin, la direction du Conseil de Sécurité. Mais pas pour longtemps : à peine réélu, Eltsine étant retombé gravement malade, les luttes pour sa succession avaient repris de plus belle et les chefs des clans de la haute bureaucratie russe s'étaient employés à faire renvoyer Lebed qui, en venant de mettre un terme à la guerre en Tchétchénie, avait gagné du même coup une certaine popularité.

Cette image de faiseur de paix, victime des intrigues du Kremlin, a bien sûr servi Lebed dans sa campagne électorale sibérienne, Krasnoïarsk n'étant pour lui, dit-on, qu'un tremplin vers la prochaine élection présidentielle.

Ce qui a transpiré de cette campagne dans les médias est révélateur des mœurs des dirigeants russes actuels. Et il faut que ces mœurs soient pourries jusqu'à la moelle pour que Lebed passe encore pour une sorte de « Monsieur Propre », qui n'estime pas que cela le desservira de reconnaître devant les électeurs et les caméras qu'il dispose de fonds provenant de « *l'argent gris* », un euphémisme pour désigner la mafia, précisant même que certains de ses amis, « *bien sûr, ne payent pas d'impôts, mais peuvent investir dans la région ou aider tel ou tel électeur* ».

Sans doute, peu de monde l'aurait cru, voire pris au sérieux, s'il avait prétendu le contraire, tant tout le monde est persuadé, en Russie, que mafia et pouvoir marchent de concert. De ce point de vue, Lebed a même pu passer pour un peu moins malhonnête que d'autres, en annonçant, lui, la couleur ou en s'affichant avec Delon, acteur spécialisé dans les rôles de voyous. En outre, cette « sincérité » mise en avant par Lebed lui a permis de rejeter dans l'ombre et ce qu'il ferait s'il était élu et des soutiens qui auraient été autrement plus compromettants.

Les principaux candidats à cette élection, Lebed et le gouverneur sortant Zoubov, sont l'un et l'autre liés, en effet, à des clans de ce que la presse russe appelle l'« oligarchie ». Ce sont des pans de l'appareil d'Etat et de l'appareil économique parrainés par des hauts dignitaires de la bureaucratie russe : le maire de Moscou, Loujkov, dans le cas de Zoubov ; le financier intime de la famille d'Eltsine, Berezovsky, pour ce qui concerne Lebed. Derrière ces personnages, dont les luttes pour le pouvoir dans les sommets moscovites défrayent régulièrement la chronique, il y a des groupes de presse et de télévision rivaux, des banques et des trusts géants – Rossiiski Kredit et le combinat de l'aluminium local soutiennent Lebed, Zoubov ayant l'appui de Oneximbank et de Norilsk Nickel.

D'une certaine façon, par Lebed et Zoubov interposés, et quelles que soient leurs ambitions ou celles qu'on leur prête, ce sont deux grands clans de la bureaucratie russe qui s'affrontent pour étendre ou conserver leur influence dans cette région de Sibérie. Que les mafieux, évoqués par Lebed, jouent un rôle dans cette lutte, c'est certain. On en a eu un exemple récent avec l'élection du successeur du vice-Premier ministre, Nemtsov, à la tête de la région de Nijni-Novgorod : le nouveau gouverneur et ami de Nemtsov était un repris de justice tellement notoire que le pouvoir central a dû casser son élection et le faire incarcérer. Mais cela, moins par souci d'une quelconque moralisation de la vie politique que pour tenter d'éviter qu'apparaissent trop clairement les méthodes et les buts des bureaucrates-pillards qui se disputent le pouvoir au sommet.

P. L.

faiblesse de l'État

Constatant que cela vaut pour la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou les USA, les *Izvestia* ironisaient sur le fait que « *la Russsie n'a nul besoin d'investissements étrangers* (puisque) *l'argent russe peut aussi généreusement nourrir l'économie des pays occidentaux* ». Le journal faisait aussi remarquer que cette « *évasion de capital* » est essentiellement le fait de trafics échappant à tout contrôle, la Banque Centrale de Russie enregistrant moins de 9 millions de dollars partis de Russie vers la France, puisqu'elle ne prend en compte que les mouvements de fonds qui font l'objet... d'une autorisation.

Dans un numéro récent de l'hebdomadaire *Itoghi*, intitulé « *A la recherche de la classe moyenne* », un sondage réalisé parmi les hommes d'affaires russes indiquait que plus de 70 % d'entre eux craignaient avant tout le crime organisé (les mafias) et seulement 29 % que les autorités mettent leur nez dans leurs affaires, à peine plus que les 28 % s'attendant à ce que les « *démunis de tout* », c'est-à-dire la population laborieuse, se retournent un jour contre eux.

Que les affairistes n'aient pas grand-chose à craindre des autorités ne surprend pas : ils sont liés, quand ce ne sont pas les mêmes. Et même quand Kirienko évoque, et pour les mêmes raisons que son prédécesseur, la nécessité de mettre de l'ordre dans l'Etat russe, en tout cas dans ses finances, il n'en a pas les moyens. Et ce n'est pas d'avoir forcé les députés à l'accepter comme Premier ministre qui y change grand-chose. Yavlinski, dirigeant du groupe parlementaire Yabloko, et partisan déclaré de longue date de l'« économie de marché », a affirmé que les conditions de l'élection de Kirienko n'avaient fait que mettre en relief « *la faiblesse de l'Etat, la faiblesse et l'autoritarisme du président et l'impuissance de la Douma* ». Les « nouveaux Russes » et autres nouveaux riches de la bureaucratie ont des représentants politiques à leur image – veules, cupides, impuissants – et cela se reflète au niveau de l'Etat dans la faiblesse de ce dernier.

En Russie, le rôle d'organisations révolutionnaires serait, entre autres, de montrer aux travailleurs quel Etat ils ont en face d'eux, en quoi son impuissance, sa faiblesse pourraient être mises à profit par une classe ouvrière qui voudrait changer son sort. On verrait, alors, si les anciens bureaucrates et les nouveaux riches ne regarderaient pas avec plus de crainte ceux que, pour l'instant, ils ne considèrent que comme des « *démunis de tout* »...

Pierre LAFFITTE

Ex-Allemagne de l'Est

LA PERCÉE DE L'EXTRÊME DROITE

A quelques mois des prochaines élections générales en Allemagne, la CDU (l'Union chrétienne démocrate) du chancelier Kohl (22 %) a perdu 12 points au cours de l'élection régionale de Saxe-Anhalt. Le Parti Socialiste (SPD), 36 %, a progressé de deux points. Les ex-staliniens est-allemands (PDS) se maintiennent avec 19,6 %, tandis que les Verts reculent de 5,1 % à 3,3 % et n'auront cette fois aucun siège. Mais, si le recul du parti de Kohl se confirme, le fait le plus marquant de ce scrutin est l'arrivée dans ce Parlement régional, qui siège à Magdebourg, de 16 représentants de l'extrême droite. En effet, la DVU (Union populaire allemande) obtient 13,2 % des voix.

Le SPD avait espéré que le succès de son actuel candidat au poste de chancelier, Schröder, lors d'une élection régionale en Basse-Saxe, entraînerait un succès plus net du SPD. Ce n'est pas le cas. Quant aux Verts, ils semblent payer leur objectif de tripler le prix de l'essence en dix ans.

Dans cette élection, la DVU était le seul parti d'extrême droite. Elle a beaucoup de points communs avec le Front National ici. Son dirigeant, Frey, est un milliardaire. Il a dépensé, en matériel électoral, presque autant d'argent que tous les autres partis réunis. Il a envoyé plus d'un million de lettres à des électeurs. Les moins de 30 ans ont reçu des courriers personnalisés.

On y retrouve certains thèmes du FN : la haine de l'étranger ou la préférence nationale. Mais si l'extrême droite a réussi à percer, ce n'est pas à cause de la présence physique de travailleurs immigrés – ils ne représentent qu'à peine 2 % de la population de l'Est – mais surtout à cause du développement accéléré du chômage depuis la réunification.

La région autour de Magdebourg était, du temps de la RDA, l'une des plus industrialisées, comptant de nombreux complexes industriels. Elle détient maintenant le sinistre record du chômage : près de 25 % de la population active. Les complexes ont fermé et ont été remplacés par moins d'entreprises, utilisant encore moins de main-d'œuvre. Là où Elf exerce son contrôle (raffinerie de Leuna), il y avait autrefois 15 000 ouvriers, il n'en reste que mille. La présence d'entreprises d'origine étrangère, avides de toucher les subventions et les aides offertes par l'Etat fédéral ou la région, alimente aussi le nationalisme.

La montée du chômage a nourri les sentiments de désespoir d'une population qui se sent abandonnée et sans repères. Et le démagogue Frey s'en est servi pour faire progresser son influence. Il a aussi bénéficié de l'attitude des partis traditionnels. L'an dernier, Kohl avait promis de créer cent mille emplois à l'Est. Promesse non tenue. Et puis, comme ici, les politiciens n'hésitent pas à reprendre en partie les arguments de l'extrême droite, en amalgamant criminalité et étrangers. Pourtant, en Allemagne la criminalité des étrangers baisse en même temps qu'augmentent les crimes racistes. La droite et la gauche ont recours à cette démagogie. Le leader du SPD, Schröder, a pu lancer : « *Nous ne devrions pas être aussi timorés envers les délinquants étrangers que l'on attrape. Pour celui qui abuse de notre droit de l'hospitalité, il n'y a qu'une solution : dehors, et vite* ». Aussi, quand le SPD et la CDU s'accusent maintenant mutuellement du bon résultat de l'extrême droite, aucun n'a tort, les uns comme les autres y ont contribué !

Le SPD est maintenant devant un nouveau casse-tête : il ne veut pas gouverner cette région avec l'appui du PDS. Il ne lui reste donc qu'à se coaliser avec la... CDU, une solution qui a la faveur du leader national du SPD et qui ne sera pas pour déplaire à l'extrême droite.

Ceux qui voient dans le vote pour l'extrême droite un moyen de protester contre la situation qui leur est faite se trompent lourdement. Sa démagogie, faisant de l'étranger l'ennemi, montre qu'elle ne s'en prendra pas plus que la CDU ou le SPD aux vrais responsables du chômage : le grand patronat, qu'elle entend servir comme les autres. La classe ouvrière, seule, peut mettre un coup d'arrêt à cette gangrène du chômage qui dévore toute la société ; à condition de renouer avec la lutte de classe et de ne pas se laisser bercer par des marchands d'illusions.

Jacques FONTENOY

Espagne

LES TRAVAILLEURS DE LA POSTE S'OPPOSENT À LA DÉGRADATION DU SERVICE PUBLIC

Les mobilisations des travailleurs de la Poste à Séville, dans la province d'Andalousie en Espagne, qui se traduisent par des débrayages et des manifestations ont fait apparaître l'importante dégradation de ce service public. L'insuffisance des crédits consacrés à l'embauche du personnel, au développement des infrastructures et au maintien du réseau de bureaux ainsi que la généralisation du travail précaire en sont la cause.

Les actions des travailleurs de la Poste de Séville ont commencé au début du mois d'avril dans le cadre d'un mouvement national marqué par l'appel à deux jours de débrayages à l'échelle du pays pour protester contre le projet de loi sur la Poste préparé par le gouvernement du Parti Populaire. Cette loi prévoit de réduire considérablement le service de la Poste en permettant que des zones ne bénéficient pas du service postal de l'État. De nouveaux débrayages sont prévus localement, et le 29 avril devait être marqué par un arrêt du travail à l'échelle nationale des employés de ce secteur.

Dans la province de Séville le manque de personnel fait que, faute d'être distribué tous les jours, le courrier s'accumule dans les bureaux de poste. Ce sont les quartiers périphériques où vit la population ouvrière ainsi que les villages de la province, qui sont touchés car la direction de la Poste a défini comme zone prioritaire de distribution le centre de la capitale provinciale et les villes où existe une forte concentration d'activités commerciales et financières. La situation est telle que dans certains endroits le courrier est distribué avec un mois de retard. Dans une localité proche de Séville – Dos Hermanas – la distribution est faite une fois par semaine. Alors que la direction ne prévoit d'affecter là que deux facteurs supplémentaires, les travailleurs estiment qu'il en faudrait au moins six. A l'échelle de la province la direction prévoit d'augmenter de quinze le nombre de facteurs quand les employés en réclament cent. Par ailleurs la précarité de l'emploi est de plus en plus grave, avec la multiplication de contrats provisoires de quelques jours seulement pendant que divers bureaux de poste ferment. Il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui on estime à quelque deux millions le nombre de lettres et colis en souffrance.

Le service de la Poste n'est pas une exception. La dégradation du service hospitalier est aussi très importante. C'est pourquoi, dans la région de Séville aussi, les travailleurs des services d'urgence des hôpitaux ont manifesté contre le manque de moyens et de personnel. Des lits de malades s'entassent au milieu des couloirs. Dans de nombreux établissements il n'y a pas assez de chambres, pas assez de lits ni même de draps. Dans un hôpital où se trouvent des nourrissons de nombreux berceaux sont oxydés, des chambres n'ont pas la ventilation suffisante et une aile entière ne possède qu'une seule salle de bains.

La situation des services publics à Séville est tout simplement un exemple de la détérioration générale des services publics de toute l'Espagne. Elle provient des réductions opérées dans les budgets de ces secteurs par les différents gouvernements qui se sont succédé, celui de gauche hier et celui de droite aujourd'hui. Et ce sont bien sûr les travailleurs qui en subissent les conséquences et voient leurs besoins de moins en moins satisfaits pendant que le patronat continue de bénéficier de toutes sortes d'aides, de subventions et de dégrèvements fiscaux et empoche des bénéfices qui augmentent scandaleusement pendant que le chômage touche des millions de personnes.

B. S.

Grande-Bretagne

QUAND LES DÉSORDRES MONÉTAIRES DEVIENNENT PRÉTEXTE À BAISSER LES SALAIRES

Cela fait bien longtemps que les banques vantent les vertus de leur panoplie de « produits financiers ». Les uns sont indexés sur telle monnaie, les autres sur tel « panier » d'actions, bref il y en a pour tous les goûts. On voit même de plus en plus de patrons faire dépendre une partie des salaires de leurs profits – la « participation » comme ils disent. Mais on n'avait encore pas vu d'entreprise faire dépendre la rallonge annuelle du cours des devises.

C'est désormais chose faite, grâce aux efforts conjugués des dirigeants syndicaux britanniques (qui en ont, paraît-il, eu l'idée) et des dirigeants du constructeur automobile Vauxhall, filiale britannique du géant américain General Motors.

La version finale de l'accord salarial qui vient d'être adopté pour les trois années à venir prévoit en effet une rallonge de 2 % pour la troisième année, plus 0,5 % additionnel – mais à condition que le cours de la livre reste inférieur à 2,7 deutschemark pendant au moins deux mois consécutifs durant l'année.

Comment s'y retrouver dans un pareil jargon ? Il est vrai que 0,5 % en plus ou en moins ça ne fait de toute façon pas lourd. Sans compter que cet accord incluait une série de « sacrifices » bien plus réels : 18 % en moins sur le salaire pendant les trois années suivant l'embauche, suppression d'une partie des jours d'ancienneté, réduction des pauses (déjà bien maigres), flexibilité pour les ouvriers hors-chaîne, variabilité des cadences sans préavis, réduction des majorations pour heures supplémentaires, etc.

On comprend alors que bien peu d'ouvriers aient participé au vote malgré l'enthousiasme affiché par les leaders syndicaux. Et si le oui l'a quand même emporté, c'est sans doute parce que les syndicats se sont joints à la direction dans un chantage désormais classique : c'est ça ou la fermeture d'une usine avec 4 500 licenciements.

Pourquoi alors ce raffinement plutôt dérisoire sur la livre et le deutschemark ? A l'origine, il y avait le chantage de General Motors, déclarant en octobre dernier qu'une usine britannique devrait être fermée du fait de la décision de Blair de ne pas se joindre à la première vague de l'euro. Entre-temps, et en partie par anticipation de cette décision, la livre s'était mise à monter rapidement (de près de 25 % par rapport au franc en un peu plus d'an). Aussi, depuis quelques mois, le patronat exportateur pleure auprès du gouvernement pour obtenir, à défaut d'une baisse de la livre, au moins des subventions pour compenser le renchérissement des coûts de production en Grande-Bretagne. Déjà Ford avait obtenu une prime de 430 millions de francs l'an dernier, et on sait que General Motors vient aussi d'en décrocher une.

Le plus cocasse – et le plus lamentable – c'est de voir les dirigeants syndicaux se joindre à cette campagne patronale, et faire offre de leurs services aux entreprises pour leur obtenir des subventions de leurs alliés travaillistes au gouvernement.

Mais bien sûr les premiers à payer la note dans cette affaire sont les travailleurs eux-mêmes. Les patrons ne se privent pas de profiter de la situation et de l'empressement servile des leaders syndicaux pour se livrer au chantage à l'emploi et imposer une baisse des salaires réels, comme à Vauxhall.

Bien sûr, les désordres monétaires causés par la politique de Blair ont bon dos. Sinon, entre 1992 et 1996, alors que les entreprises faisaient leurs choux gras d'une livre sous-évaluée après sa sortie du Système Monétaire Européen, pourquoi les salaires ouvriers ont-ils continué à baisser ?

De toute façon, il suffit de regarder les bilans des grandes entreprises britanniques pour mettre à jour leur bluff. Les profits n'ont jamais été aussi élevés, même à l'apogée du « boom » thatchérien. C'est que les problèmes de la livre britannique, tout comme en France les prétendues exigences de l'euro, ne sont que les paravents modernes d'une politique aussi vieille et internationale que la crise capitaliste, celle qui consiste à réduire au maximum la part du revenu social qui va aux classes laborieuses — au moins tant que celles-ci ne se révoltent pas.

François ROULEAU

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières brochures parues :

- **Capitalisme et immigration** (N° 74 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 3 octobre 1997)
- **80e anniversaire de la révolution russe** : Actualité du communisme face à la mondialisation capitaliste (N° 75 – Meeting avec Arlette Laguiller le 7 novembre 1997)
- **Le peuple algérien face à la barbarie islamiste et à la dictature des militaires** : les responsabilités de l'impérialisme français (N° 76 – exposé du Cercle Léon Trotsky du 12 décembre 1997)
- **Pouvoir central, pouvoirs régionaux et locaux… et contrôle populaire** (N° 77 – exposé du Cercle Léon Trotsky du 30 janvier 1998)

Prix : 10 F — Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.

Au sommaire de :

LUTTE DE CLASSE N°34 (Avril 1998)

Les élections régionales en France

- Le bilan des régionales et les remous politiques qu'elles ont entraînés.
- Les résultats de Lutte Ouvrière.

Tribune de la minorité :

Et si l'extrême gauche osait mener une politique à la mesure de sa crédibilité ?

LUTTE OUVRIÈRE DANS LES ÉLECTIONS RÉGIONALES : documents, résultats.

Prix : 10 F • Envoi contre 12 F en timbres.

AFP

Des millards de profits au détriment des conditions des trvailleurs et de l'emploi.Le parc de voitures deVilvorde, lorsqu'il existait encore.

Renault Choisy-le-Roi (Val-de-Marne)

DES BÉNEFICES... QUI NE SORTENT PAS DU NÉANT

Pour Renault, l'année 1997 se solde par 5,4 milliards de bénéfices, mais aussi 27,9 milliards de dettes payées. Ces 33,3 milliards produits en un an d'activité proviennent d'un ensemble de mesures antiouvrières qu'illustre clairement la baisse de la part des salaires dans le coût d'une voiture : cette part constituée par les salaires Renault est passée de 20 % du chiffre d'affaires en 1980 à 8 % en 1997, d'après les calculs de la direction elle-même.

A l'annonce de ces résultats et... d'un nouveau plan de suppressions de postes de 2700 dont 1200 en FNE, la valeur de l'action a grimpé en une seule fois de 25 %, passant de 200 à 250 francs; elle était à 120 F au début de l'année. Le capital de la société Renault... qui appartient encore à 49 % à l'Etat, en est augmenté d'autant... Cela n'empêche pas le gouvernement socialiste de continuer à mener cette politique : restructurations qui aboutissent à des suppressions de postes par fermeture de secteurs d'usines ou d'usines entières, filialisation, augmentation de l'exploitation...

On peut voir comment cette politique s'applique, par exemple, à l'usine de Choisy-le-Roi dans la banlieue parisienne. En quatre ateliers, les 860 salariés de celle-ci (dont 600 ouvriers) fabriquent des ressorts de suspensions, des commandes de vitesse, des berceaux de roues de secours, des anneaux de remorquage, des tringles diverses et des soupapes et réalisent l'échange standard des moteurs.

La direction voudrait bien se séparer du secteur des ressorts de suspension en créant une filiale ou en le vendant, on ne sait pas précisément... bien que la production locale ne suffise pas au groupe. Elle a proposé cette activité à l'industriel allemand Muhr et Bender, spécialiste des ressorts. C'est elle qui s'occupe de la négociation avec la mairie de Choisy-le-Roi. C'est elle qui tente d'obtenir gratuitement des terrains et des bâtiments près de l'usine... en faisant le chantage à la délocalisation et en faisant miroiter des embauches sur place...

Vis-à-vis des ouvriers, elle organise le bourrage de crâne : «*L'avenir est au partenariat*». Il y a même des cours quasi obligatoires pour expliquer le fonctionnement des entreprises capitalistes; mais la réalité, ce sont les chefs qui l'avouent en disant : «*Il faut être compétitif... sinon l'usine ne pourra vivre*». En réponse à certains chefs qui exercent cette pression on entend des réflexions comme : «*Si l'usine ferme, moi je n'ai pas envie de crever ici. Et toi aussi, tu seras bientôt dehors...*»

L'autre versant de cette politique, ce sont les pressions pour augmenter la productivité. Il y a bien des exemples : aux ressorts de suspension, pendant le repas des opérateurs, il faudrait que ce soient les professionnels de maintenance et les techniciens qui les remplacent... Des samedis sont instaurés pour faire face aux pannes, de plus en plus nombreuses à cause de la diminution des entretiens préventifs. A l'atelier des commandes de vitesses, de cinq ouvriers par ligne, on est passé à trois! Désormais, une fois la production faite, il faut continuer à produire, si bien que le nombre de commandes réalisées est passé de 350 à 550 en quelques mois. Il n'est même plus possible de prendre sa douche à la fin de la journée. Le mécontentement s'est exprimé et la direction a dû céder 8 minutes; mais cela ne fait pas le compte...

Dans la plupart des ateliers, les ouvriers professionnels font la navette entre la production et leur atelier suivant les besoins et d'autres sont en production depuis plusieurs mois.

Un autre aspect est l'instauration de la flexibilité : durant 5 mois, du 2 février au 22 juin, nous devons travailler trente minutes de plus par jour, les équipes doivent faire en plus deux samedis et l'équipe de nuit des nuits du dimanche au lundi. Ces avances de travail ne sont pas payées mais mises de côté pour des périodes qui conviennent à la direction, en l'occurrence en général l'hiver...

La direction prévoit en effet de fermer l'usine entre Noël et le jour de l'an. Par contre, elle veut aussi diminuer la durée de fermeture de l'usine en été à trois semaines. Elle a calculé que cette semaine de travail lui permettrait de vendre 10000 voitures de plus... Mais pour l'instant ce sera difficile à faire passer, en particulier auprès des immigrés qui ont un long voyage pour retourner au pays et pour qui 4 semaines ne se discutent pas...

Correspondant LO

Renault-Cléon (Seine-Maritime)

Débrayage à la Maintenance

ASSEZ DE «FAIRE PLUS EN ÉTANT MOINS» !

L'usine Renault de Cléon, près de Rouen, est spécialisée dans la production de moteurs et de boîtes de vitesse. L'usine emploie aujourd'hui 5000 personnes, réparties entre quatre grands bâtiments: deux où sont produits des moteurs diesels, un les boîtes de vitesse, le quatrième est une fonderie aluminium. Des travailleurs qui commencent à en avoir assez de «faire plus en étant moins».

Depuis plusieurs mois, la direction multiplie les attaques contre les travailleurs. Les conditions de travail ont empiré avec l'instauration de nouveaux horaires, le remplacement de la pause repas de 40 minutes par deux de 15 et l'augmentation des cadences en production. L'objectif annoncé de la direction est d'augmenter la charge individuelle de travail dans tous les secteurs. Et l'une de ses dernières attaques consiste à faire passer en production le personnel de maintenance, à qui elle entend demander de produire tout en continuant à dépanner, et tout cela avec un effectif global en constante réduction. Un «plan emploi» prévoit, comme l'an dernier, la suppression de 254 postes. Alors l'indignation est montée d'un cran en Maintenance lorsque, dans le journal local, le directeur des Ressources humaines a déclaré à propos des restructurations : *«Nous devons nous habituer à l'idée de faire plus en étant moins.»*

Mercredi 22 avril, un débrayage de deux heures, après un appel de la CGT dans les secteurs de maintenance, a réuni 140 travailleurs sur l'ensemble des trois équipes. Cela correspond à la presque totalité du personnel de Maintenance du secteur des boîtes de vitesse, plus quelques travailleurs d'autres secteurs de l'usine.

Tout comme les débrayages qui ont mobilisé les travailleurs des chaînes de montage à l'automne 1997 contre l'arrogance de la maîtrise, le coup de colère de la Maintenance montre que nous ne sommes pas prêts à tout avaler.

Que ce soit dans les bureaux, dans les ateliers ou sur les chaînes, les problèmes de surcharge et de manque d'effectifs sont les mêmes. Parmi leurs revendications, les travailleurs de la Maintenance demandent l'arrêt des restructurations et l'embauche de personnel pour combler les vides dans les ateliers. Sur ce terrain, tous les travailleurs de l'usine peuvent se retrouver. Ce serait notre intérêt à tous.

En tout cas, ce débrayage a fait pâlir bien des responsables et redonne dans les ateliers, aux boîtes de vitesse, en Maintenance ou en production, une bouffée de bonne humeur.

Correspondant LO

COMMENT SONT RÉPARTIS LES BÉNÉFICES ?

5 % des 5,4 milliards de bénéfices de Renault sont répartis auprès des salariés selon le montant de leur salaire. Le calcul se fait sur la base de 310 F par tranche de 1000 F avec un plancher de 2504 F.

La majorité des ouvriers toucheront cette somme, et les six plus hauts salaires, qui sont de l'ordre 170000 F en moyenne, toucheront eux 52700 F, soit la prime de 21 ouvriers...

LO

LO

Centre Aérien Postal Roissy (Val-d'Oise)

LA GRÈVE CONTINUE

Depuis le 30 mars, les postiers du Centre Aérien Postal de Roissy (CAP) sont en grève pour l'augmentation de la prime d'aléa d'exploitation de 50 à 123 F, et le paiement des jours de grève (voir *LO* n° 1554).

Après quatre semaines de grève, et face à l'intransigeance de la direction, une quarantaine de grévistes (un peu plus du tiers de l'effectif de chaque nuit) sont conscients que la partie est dure mais ils entendent toujours défendre leurs revendications et leur dignité face à une direction arrogante et méprisante.

Dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 avril, alors que la direction faisait savoir qu'elle ne cédait rien, les grévistes décidaient de continuer leurs visites à d'autres centres pour expliquer leur mouvement. A Bobigny CT, où les postiers avaient fait grève une semaine il y a un mois, il fut décidé à l'issue d'une assemblée commune de se retrouver ensemble le vendredi 24 avril pour manifester à la direction d'Ile-de-France. Cette proposition fut plus tard aussi reprise par le centre du Landy.

La nuit suivante nous sommes allés rendre visite aux postiers de Nanterre, puis à ceux du Landy, après avoir accueilli un conseiller régional de Lutte Ouvrière venu nous apporter son soutien. Plus tard, ce fut une délégation d'enseignants en grève de la Seine-Saint-Denis qui est aussi venue nous voir.

A la manifestation du vendredi 24 avril, nous étions une centaine, dont quarante du CAP. L'entretien avec la direction fut houleux. Le directeur départemental, accompagné du directeur de la région, commença comme à son habitude par nous faire un cours d'économie pour finalement nous dire qu'il était hors de question que notre prime soit augmentée ne serait-ce que d'un centime ! Quant au paiement des heures de grève, rien non plus ! Le ton monta donc rapidement. Après avoir dit aux membres de la direction leurs quatre vérités, la délégation des grévistes claqua la porte.

Le soir même, les deux tiers de l'effectif du centre étaient présents à l'assemblée, écoutant attentivement le compte-rendu. Mais seulement un tiers des postiers continuait la grève, qui entrait ainsi dans sa cinquième semaine.

La direction pensait bien que le lundi 27 avril la grève allait s'arrêter. Il n'en fut rien. Au CAP, le chef de centre fut pris à partie et finit par dire qu'il avait une marge de 1 000 à 3 000 F par postier, qui pourrait être donnée sous forme de prime de reprise aux grévistes et qui s'ajouterait à deux jours de grève payés auxquels avait fait allusion la direction régionale. Était-ce des paroles en l'air ou le début d'un possible recul ? De toute façon, pour les grévistes, le compte n'y est pas et la grève continue.

Correspondant LO

AXA-UAP

QUAND LA FUSION MAINTIENT LA DIVISION

Les contrats de travail de 18 000 salariés de l'UAP, la compagnie d'assurance récemment privatisée sur laquelle le PDG Bébéar a mis la main en novembre 1996, ont été transférés dans les différentes sociétés du groupe AXA. Le groupe est constitué d'une multitude de sociétés juridiquement distinctes. Rien que pour l'activité d'assurances, il y a maintenant AXA Courtage, AXA Assurances, AXA Conseil, AXA Global Risk et Direct Assurances…

Du côté financier, avec le regroupement forcé de deux sociétés, les actionnaires toucheront des dividendes en hausse. L'action ne fait que grimper, et les résultats pour 1997 sont de 7,9 milliards. Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes pour les requins de la finance.

Du côté des salariés, l'opération patronale consiste à diviser les 27 000 salariés du groupe en sociétés différentes et concurrentes, et la disparité reste la règle. Rien, au niveau du personnel, n'a été harmonisé. Par exemple, à AXA Courtage, rue Le Peletier et rue La Fayette, dans le 9e arrondissement de Paris, où la fusion est effective depuis début mars, les personnels d'origine AXA et UAP travaillent ensemble sur les dossiers des deux sociétés. Mais le temps de travail pour le personnel d'origine d'AXA est de 36 h 45 par semaine et de 38 heures pour ceux originaires de l'UAP.

La direction estime qu'il n'y a pas urgence et que des négociations vont avoir lieu sur ces sujets… Quand ? Rien n'est fixé.

De toute façon, la disparité est la règle à AXA, les employés viennent tous d'une multitude de sociétés rachetées depuis des années par Bébéar. Dix ans après, les « statuts » restent différents. Par contre, pour les nouveaux embauchés, ce sont les conditions minimum qui s'appliquent. Tout cela pour essayer de diviser les salariés : sociétés distinctes, avantages différents…

Dans les services administratifs, la fusion provoque des perturbations dans le traitement des dossiers des assurés ; à La Fayette-Le Peletier, chacun est arrivé avec son retard. Les incidents informatiques, les méthodes de travail qui changent provoquent un surcroît de travail considérable. Au point que la direction fait appel à des intérimaires et rappelle des « cadres de réserve » (contrat de fin de carrière, sorte de préretraite maison avec clause de rappel).

Beaucoup parmi les employés originaires d'AXA en ont assez des fusions incessantes, des déménagements fréquents (à AXA Courtage, par exemple, le dernier transfert date d'il y a seulement un an) et des sous-effectifs chroniques.

Le personnel UAP, lui, se trouve parfois déclassé. La fusion, dans cette situation de sous-effectif, fait prendre conscience à beaucoup que nous aurions intérêt à agir tous ensemble, pour obtenir de meilleurs salaires, la réduction du temps de travail sans réduction du salaire, les garanties collectives les plus importantes à l'échelle du groupe et des embauches.

Correspondant LO

En matière de précarité,

LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI DONNE L'EXEMPLE

À l'administration centrale Travail-Santé, ministère de Martine Aubry, nous sommes environ 3 000, dont près de 200 employés précaires travaillant à temps partiel. En novembre-décembre, des précaires et des titulaires syndiqués avaient mené une petite agitation pour réclamer la titularisation.

À la suite de cela, 105 collègues précaires payés 120 h par mois (3 jours 1/2 par semaine) et travaillant souvent beaucoup plus gratuitement, vu la charge de travail qu'on leur demande, apprenaient par voie de note circulaire qu'ils passaient à 149 h à compter du 1er avril (et ce n'était pas un poisson), soit 25 % de mieux, sur des payes allant de 3 700 à 4 800 F.

Trois semaines plus tard, alors qu'ils avaient déjà commencé leurs nouveaux horaires, l'administration faisait volte-face et leur enjoignait de revenir à 120 h. La paye, elle, n'avait pas eu le temps de bouger. Les heures qu'ils avaient faites en plus : ils n'avaient qu'à se débrouiller pour les récupérer.

Cette volte-face a été prise comme une gifle par les précaires, et avec indignation par leurs collègues qui connaissent leurs difficultés à vivre et qui doivent eux aussi faire face au surcroît de travail.

Nous sommes allés à une dizaine vendredi 24 avril demander des comptes à l'administration. Les explications de l'adjointe du directeur, invoquant les difficultés financières, nous ont écœurés encore davantage. Au ministère du Travail, nous sommes bien placés pour voir l'argent couler à flot dans les poches des patrons privés.

Ernest-Antoine Seillière peut être fier de sa ministre du Travail : elle donne l'exemple de la flexibilité.

Par contre, pour les employés de son ministère, il est de plus en plus clair qu'elle n'est pas dans leur camp.

AFP

Les grévistes de SeaFrance

SeaFrance
Calais

UN COUP DE COLÈRE DES SALARIÉS

Lundi 20 avril au soir sur le port de Calais, les salariés de SeaFrance cessaient le travail et bloquaient les 4 ferries de cette compagnie dépendant de la SNCF. Le matin du mardi, ils bloquaient les ferries de P & O-Stena Line. A 14 heures, le port était bloqué et les camions se rabattaient vers le tunnel.

L'origine de ce coup de colère est la décision de la direction des affaires maritimes de retirer le livret maritime d'un marin de SeaFrance, à cause d'une condamnation à quatre mois de prison ferme pour trafic de drogue. Pourtant le marin en question avait purgé sa peine, suivi une cure de désintoxication et travaillait à nouveau depuis six mois. Mais sans livret maritime, pas de possibilité d'embarquer. Les salariés de SeaFrance ont donc décidé de se mettre en grève, à l'appel de la CFDT, pour réclamer sa réintégration.

Cette affaire est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase dans l'entreprise. En effet, avec l'augmentation du trafic, la charge de travail est toujours plus lourde. De plus l'entreprise, qui compte 800 salariés, tourne avec un volant de près de 200 personnes en Contrat à durée déterminée. Et rapidement, la revendication de transformer les CDD en contrats à durée indéterminée s'est exprimée dans la grève, les syndicats mettant en avant la nécessité d'armer un quatrième ferry et d'embaucher du personnel pour faire face au trafic.

Finalement, le travail a repris jeudi 23 au matin, à la suite de la promesse de la direction de réintégrer le marin licencié et d'ouvrir des négociations sur la transformation de CDD en CDI. En tout cas, par leur mobilisation et le blocage soudain du trafic maritime, les marins de SeaFrance se sont fait respecter.

SNCF
Dépôt de Frethun
(Pas-de-Calais)

LA GRÈVE DES CONDUCTEURS DU FRET TUNNEL

La centaine de conducteurs du dépôt SNCF de Frethun-Calais est en grève totale depuis le mardi 14 avril. Ils exigent d'avoir la même prime « de ligne nouvelle » que les conducteurs de TGV : 15 F par jour de travail. La grève est unanime parce que les mécaniciens en ont assez de travailler depuis l'ouverture du tunnel sous la Manche au trafic fret SNCF, le 1er juin 1994, dans des conditions de tension constante, sous les ordres d'une hiérarchie arrogante qui se sert de tout pour diviser les conducteurs et imposer sa politique de rendement maximum.

Quand la ligne a été mise en service, les chefs ont fait des promesses. Mais après avoir été formés trois semaines à la réglementation Eurotunnel, à la réglementation anglaise, à la conduite d'engins nouveaux, les conducteurs affectés six jours par roulement au trafic transmanche ont d'abord vu… leur salaire baisser. En effet, une partie importante de leur salaire vient des primes, comme la prime de traction calculée sur le nombre de kilomètres effectués en moyenne. Une journée de travail dans le tunnel ne représentant que peu de kilomètres dans la journée, la prime baissait et le salaire avec. Pour apaiser le mécontentement, la direction a alors appliqué une prime de 43,50 F dite « de territoire étranger » qui compensait la perte.

Quant aux conditions de travail, elles sont difficiles depuis le début. Le matériel est en nombre insuffisant. Des deux côtés de la Manche, il n'est pas assez révisé. Il tombe souvent en panne. Et puis, il y a la pression morale sur les conducteurs. Par exemple il y a un an et demi, lors d'un freinage dans le tunnel dont les pentes sont fortes, un train a eu une rupture d'attelage. Arrivé côté anglais, le mécanicien a été soumis à un examen d'urine, retenu comme un prévenu et a fait l'objet d'une enquête. Pourtant il avait scrupuleusement respecté la réglementation.

La direction se sert du trafic transmanche comme d'une sanction contre les travailleurs qui ne sont pas assez flexibles, qui ne veulent pas venir pendant leur repos ou même leurs vacances. Sans parler de ceux qui n'ont pas été affectés à l'Eurostar parce qu'ils étaient considérés comme « grévistes en puissance ». Tout cela a créé un fort sentiment d'injustice qui cimente la grève.

Lundi 20 avril, les grévistes ont décidé de fermer les portes du dépôt. Les négociations engagées avec la direction n'ont rien donné, sinon… 2 F d'augmentation par jour. Jeudi 23, plusieurs cars de police sont intervenus pour faire ouvrir les portes bloquées. Après la grève des cheminots à Orléans, c'est décidément une politique du gouvernement Jospin-Chevènement-Gayssot de faire intervenir la police contre les grévistes !

Vendredi 24 avril, les grévistes ont bloqué pendant une demi-heure le TGV pour Paris, et ont vu arriver le directeur régional adjoint qui les a provoqués constamment avant de leur promettre qu'après la grève, « *ils repartiraient en short* ». Mais, tout comme l'intervention policière, la sortie de ce cheffaillon a surtout conforté les grévistes dans leur volonté d'obliger la hiérarchie à les respecter.

Transmanche
Calais

DES PROFITS QUI VONT COULER À FLOTS

Le 10 mars dernier, la fusion de deux des trois compagnies de transport maritime du port de Calais, P & O European Ferries et Stena Line a donné naissance à une nouvelle société, P & O-Stena Line limited. Les personnels des deux compagnies fusionnées se retrouvent depuis à travailler ensemble, mais le nombre de ferries est passé de neuf à sept pour un trafic équivalent.

L'opération de fusion doit se traduire pour l'entreprise par une économie de 750 millions de francs par an. Au passage, la direction de la nouvelle compagnie veut réduire les effectifs. En Angleterre, déjà un millier de salariés ont été licenciés sans contrepartie. En France, le nombre de salariés de P & O et Stena sur Calais est de 287, et de 388 si on ajoute les salariés des établissements de Dieppe et de Paris. L'objectif affirmé de la direction était de supprimer 66 emplois, dont 56 à Calais.

Mais, dans le projet de plan social, la direction veut mettre en œuvre une réduction collective du temps de travail accompagnée par la loi Aubry (qui est toujours en discussion au Parlement). Comme la plupart des salariés travaillent en équipes deux matins, deux après-midi, deux nuits et quatre repos, ou bien trois matins, trois après-midi, trois repos, ce qui revient à moins de 39 heures par semaine (35 dans le premier cas ; 37 dans le second), la réduction du temps de travail se traduirait par un passage à 31,45 heures par semaine. Cela entraînerait 42 licenciements, avec une prime de 200 000 francs pour les salariés « volontaires » pour être licenciés, ce qui ne représenterait en tout qu'un coût social de 10 millions de francs pour la direction.

Apparemment, la pression sur les salariés a été telle ces derniers mois qu'il y aurait assez de volontaires au départ. Déjà maintenant, le travail est devenu plus dur. Alors, avec les suppressions d'emplois, la charge de travail va devenir de plus en plus importante : rien qu'avec le trafic actuel, la productivité augmenterait de 30 % !

Des travailleurs jetés à la rue, une productivité en hausse : pour les actionnaires de la nouvelle compagnie, l'opération de fusion est profitable.

CHU de Bicêtre
Le Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne)

Travailleurs du ménage

UNE GRÈVE VICTORIEUSE

Les 102 salariés de l'équipe de ménage du CHU de Bicêtre ont repris le travail le jeudi 23 avril dernier, après une semaine de grève totale et unanime. Ils ont obtenu satisfaction contre leur patron, la société Sin et Stès.

Cette société de nettoyage privée venait de reprendre le ménage sur l'hôpital il y a moins d'un mois. Elle prétendait imposer un nouveau contrat de travail au personnel, prévoyant d'abord un changement d'horaire : la prise de travail à 6 heures au lieu de 6 h 30, ce qui posait bien sûr des problèmes de transport ou familiaux ; une diminution du nombre d'heures de travail et donc une perte de salaire ; une mobilité entre les différents secteurs de l'hôpital mais aussi entre les différents sites de la société ; et enfin une menace de 30 licenciements !

C'était bien sûr inacceptable, et c'est cela qui avait déclenché la grève, le mercredi 15 avril.

La direction de l'hôpital de Bicêtre, un établissement de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP), avait organisé, dès le troisième jour de la grève, un « service minimum » d'une quinzaine de personnes, embauchées par l'intermédiaire d'une société d'intérim, pour le nettoyage des zones « sensibles » (blocs, stérilisations, chambres, etc.), achetant elle-même directement le matériel. Pour le coup, la direction a su trouver rapidement de l'argent. Un cadre de l'hôpital a même proposé au personnel gréviste de la Sin et Stès de venir travailler, en étant rémunéré, avec les intérimaires : par souci « social », a-t-il dit…

Il faut le dire, l'hôpital est devenu rapidement très sale : l'équipe de ménage a démontré son utilité aux directeurs qui faisaient semblant de l'ignorer ! Cette grève a rencontré une grande sympathie dans le personnel, révolté par la politique de la Sin et Stès. Une pétition de soutien a recueilli près de 800 signatures (l'hôpital compte 2 400 personnes environ, sans les médecins).

Mais ce qui était clair également pour beaucoup, c'est que, derrière la Sin et Stès, c'était en fait la politique d'économie de l'AP dont les salariés de cette société faisaient les frais. La Sin et Stès est, en effet, la troisième société de ménage sur Bicêtre depuis moins d'un an. La Providence, société qui gérait le ménage depuis de nombreuses années, n'avait pas accepté le nouveau contrat en baisse proposé par l'AP. Une autre société, la Safen, avait pris la suite et jeté l'éponge. La Sin et Stès, elle, avait accepté la baisse de 17 % du prix payé par l'AP.

La direction de l'hôpital comme celle de l'AP-HP savaient bien que c'était sur le dos du personnel que la Sin et Stès entendait rentrer dans ses frais. Comme elle avait accepté une réduction des prestations, par exemple le fait que les bureaux n'étaient plus faits tous les jours, mais une fois par semaine seulement.

C'est d'ailleurs l'intérêt de la sous-traitance du ménage pour l'AP-HP : sous-traiter en même temps les réductions d'effectifs. Le gouvernement impose à l'AP-HP une réduction de son budget, et celle-ci utilise les margoulins du privé pour faire des économies sur le dos du personnel.

Le véritable employeur de l'équipe de ménage, c'est bien l'AP-HP. L'équipe de ménage de toute façon fait partie de l'hôpital : beaucoup sont là depuis plusieurs années, parfois dans le même service, et une bonne partie d'entre nous pensent qu'ils devraient être embauchés directement par l'AP-HP. C'est d'ailleurs à l'issue d'une réunion tripartite (syndicats, Sin et Stès, et direction de Bicêtre) que les revendications du personnel ont été acceptées, et que l'on est revenu à la case départ, c'est-à-dire à l'ancien contrat de travail.

L'AP et la Sin et Stès sont bel et bien tombées sur un os !

Correspondant LO

Fête de Lutte Ouvrière

Marseille

Dimanche 17 mai
à partir de 11 h 30
Parc de Valabre
à Gardanne
Route de Gardanne
à Luynes
(une navette gratuite sera assurée toutes les heures entre la gare routière de Marseille Saint-Charles et la fête)

ELM-Leblanc – groupe Bosch
Drancy (Seine-Saint-Denis)

NOUVEAU PATRON… VIEILLES MÉTHODES

II y a deux ans, le groupe Bosch rachetait l'usine ELM Leblanc à la famille Taittinger. A l'époque, on nous disait que ce rachat allait permettre de donner « un nouveau souffle » à l'usine car le groupe Bosch est un groupe industriel important, qui fabrique aussi bien des machines à laver que des perceuses, des système d'injection ou des freins de voitures… à l'opposé de la famille Taittinger, présentée comme un groupe financier.

Mais ceux qui avaient des illusions au moment du rachat, ceux qui avaient cru les belles paroles du nouveau patron qui racontait qu'avec Bosch et les nouvelles chaudières, on allait voir ce qu'on allait voir ont dû vite déchanter.

Quatre mois après le lancement de la nouvelle chaudière, la direction vient de décider de faire chômer une partie de l'usine pendant une semaine, en particulier le montage, ce qui représente au total plus de 300 travailleurs. Et cela ne s'arrêtera sans doute pas là puisque dans son projet de chômage, prétextant une mévente des chaudières, la direction indique qu'elle décidera au fur et à mesure des mois prochains d'éventuelles périodes de chômage.

Mais ce chômage partiel n'est pas le seul mauvais coup que les travailleurs d'ELM ont dû subir. A peine installé, le nouveau patron avait déjà décidé de « confier » le nettoyage, le gardiennage et une partie de la cantine à des entreprises extérieures où les salaires sont plus bas que ceux d'ELM, des entreprises comme la GSF où le patron a fait travailler des ouvrières jusqu'à 5 heures du matin pour nettoyer les locaux avant la visite d'un caïd de chez Bosch !

Et dernièrement, la direction vient de décider de vendre la logistique et le service après-vente de pièces détachées avec les ouvriers à une entreprise extérieure. C'est 17 personnes qui doivent ainsi quitter ELM pour travailler sous les ordres d'un nouveau patron. Selon la direction d'ELM, ce transfert lui permettra une économie moyenne annuelle de 15 % sur ses dépenses de logistique.

Toutes ces attaques n'ont qu'un seul but : diminuer les coûts de l'entreprise par tous les moyens en s'en prenant aux travailleurs !

A ELM, tout le monde pense que Bosch ne va pas en rester là. Chacun se souvient qu'en 1993, la précédente direction avait commencé elle aussi par des semaines de chômage partiel avant de licencier… puis de reprendre des intérimaires aux mêmes postes quelques semaines plus tard.

A moins que tout cela ne soit en fait qu'une mise en scène pour imposer la flexibilité des horaires de travail et l'annualisation, ou encore recevoir des subventions dans le cadre de la loi sur les 35 heures. Car sur le terrain de la flexibilité, Bosch est un spécialiste. On a déjà un exemple avec le chômage partiel : pendant que ceux du montage chômeront, ceux qui fabriquent les corps de chauffe continueront à marner toute la semaine. Et à ELM, il n'est pas rare de voir des ouvriers changer de poste deux ou trois fois dans la journée, voire être transférés d'une usine à l'autre !

Et il en est de même dans les autres usines du groupe. A l'usine de Moulins, Bosch veut instaurer le travail de nuit des femmes. À Mondeville, près de Caen, cela fait plusieurs années que l'usine Bosch tourne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Et Bosch vient d'imposer à son usine de Rodez un accord sur le travail du dimanche, en expliquant que cela permettrait de créer dans les années qui viennent de 250 à 400 emplois. Les syndicats ont accepté de signer l'accord. Le patron a obtenu ce qu'il voulait, le travail du dimanche… mais les emplois à venir ne sont qu'une promesse.

A ELM, nous avons déjà l'expérience de 1993, où le chômage technique n'avait été qu'une préparation d'un plan de licenciement. On ne nous le fera pas deux fois. Bosch ne va pas pouvoir continuer ses attaques contre les travailleurs sans réaction !

Correspondant LO

Chloralp Rhône-Poulenc
Pont-de-Claix (Isère)

DES ÉCONOMIES AUX DÉPENS DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

La loi prétend imposer aux entreprises d'employer un pourcentage de travailleurs handicapés par rapport à leur effectif. En fait, cette loi pas du tout contraignante permet aux patrons d'ajouter et de comptabiliser tous les handicaps déjà reconnus dans l'entreprise. Et lorsque, malgré tous ces tripatouillages, la somme des handicaps n'atteint pas le pourcentage exigé, il suffit à la direction de verser une somme compensatoire à un organisme d'aide par le travail.

On en a un exemple chez Chloralp. Il s'agit d'une simple scission de Rhône-Poulenc Pont-de-Claix, qui a conservé le même personnel et la même production – ce sont d'ailleurs les ateliers qui sont à l'origine de l'usine, commencée avec la production de chlore comme gaz de combat pendant la guerre de 1914. Maintenant que Chloralp est considérée comme une entreprise indépendante, il y manque l'équivalent de deux personnes handicapées. L'employeur aurait donc dû débourser 31 000 F, de septembre 1997, date de la transformation en filiale, à la fin de l'année, car il n'est pas question pour lui d'embaucher.

Mais justement parce que ces vieux ateliers ont été transformés en société nouvelle, Chloralp est exonérée de cette pénalité, et ce pour trois ans. En sachant que Chloralp appartient à 50 % au groupe multinational Rhône-Poulenc (qui nourrit entre autres le capitaliste Mérieux), on voit que celui-ci n'hésite pas à racler les miettes pour la bonne santé de ses comptes en banque.

Correspondant LO

Abolition de l'esclavage

FALSIFICATIONS ET HYPOCRISIE

Les commémorations officielles concernant le 150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage par la France ont quelque chose d'indécent. Entendre Chirac ou Jospin glorifier, un siècle et demi après, le décret du 27 avril 1848 qui abolissait l'esclavage, pour finalement parer leurs actions respectives d'un voile humaniste, laisse un goût quelque peu amer.

AFP

Chirac, en compagnie de Jospin, se glorifiant de l'abolition de l'esclavage. En oubliant les responsabilités de l'esclavage lui-même.

Il faut tout de même un certain culot à Chirac pour oser dire, après avoir vanté le « *courage politique* », que « *l'affirmation des valeurs est aussi importante, politiquement, que l'action du gouvernement* ». De quelles valeurs Chirac peut-il se prévaloir, lui ? Quel courage politique a-t-il eu qui ait pu heurter son action gouvernementale lorsqu'il a eu à la conduire ? On a beau chercher, on ne trouve rien. Jospin ose parler de « *différence dans l'égalité, de ce rappel permanent à la tolérance et au respect* » ! Pour pouvoir entendre de tels propos sans tressaillir, il ne faut pas être un travailleur sans papiers menacé d'une expulsion par Chevènement !

Tous ces hommes politiques ont un talent qui consiste à agiter quelques idées générales, sans que jamais celles-ci se rattachent à leurs actions concrètes. La commémoration du passé leur sert d'ailleurs souvent à cela.

Dans les possessions coloniales de la France, l'esclavage avait une première fois été aboli en 1794. Puis il fut rétabli en 1802 sous le règne de Napoléon. Il fallut encore presque un demi-siècle (et combien de souffrances) pour qu'en 1848 la Seconde République naissante décide à nouveau de l'abolir, cette fois définitivement. En ce milieu du XIXe siècle, l'esclavage était déjà un système d'exploitation dépassé. L'Angleterre l'avait aboli deux décennies plus tôt. Mais, même dépassé, un système économique peut survivre. On le voit d'ailleurs actuellement, où des dizaines de millions d'esclaves existent encore de par le monde. En France, pour que l'esclavage prît fin, il fallut bien des combats, à commencer par ceux des esclaves eux-mêmes et ceux des ouvriers parisiens en février 1848, qui eux aussi avaient des chaînes à perdre.

Aujourd'hui, nos politiciens sont sur ces sujets bien prudents, voire muets. A propos de l'abolition de l'esclavage, il se gardent bien par exemple de glorifier ou même de parler des révoltes d'esclaves qui précédèrent ou suivirent l'adoption du décret d'avril 1848. Elles furent pourtant nombreuses, aux Antilles notamment. Ils se gardent bien aussi de glorifier les ouvriers révolutionnaires de 1848, sans qui aucun changement n'eût pu avoir lieu à l'époque. Car il a bien fallu l'impulsion donnée par la révolution de 1848, pour qu'un Victor Schœlcher puisse faire voter le décret d'abolition. Et, soit dit en passant, cette abolition fut à l'image de ce que pouvaient apporter les républicains bourgeois : elle se fit par rachat, les propriétaires ayant touché une indemnité de l'État pour la « perte » de leurs esclaves. D'autre part, les grandes propriétés sont restées aux mains des grands propriétaires esclavagistes, les Békés, dont les descendants possèdent toujours une majeure partie des terres, à la Martinique et en Guadeloupe.

Et puis, en cette période de célébration, nos politiciens se font fort discrets sur les siècles où les grands bourgeois français ont bâti leur richesse sur le commerce des esclaves. Pourtant, bien des fortunes d'aujourd'hui sont nées dans le sang et l'ignominie de l'esclavage. Mais là, il n'est pas question de mettre qui que ce soit en cause. Le « devoir de mémoire » s'arrête aux portes des coffres-forts.

A cela il n'y a rien d'étonnant. On ne peut rien attendre, même pas la vérité sur le passé, de la part de ceux dont la fonction est de maintenir la nouvelle forme d'esclavage : l'esclavage salarié.

Georges LATTIER

Entre guerre et misère

Les esclaves aujourd'hui

de Marie Agnès Combesque

Voilà un ouvrage très court qui contient deux témoignages sur des formes d'esclavage actuelles, suivis d'un petit dossier.

Le premier récit a pour cadre le Soudan où un jeune garçon raconte comment des soldats sont venus, un jour, brûler son village situé dans le sud du pays, après avoir tué la plupart des habitants. Les enfants ont été enlevés pour être vendus sur un marché. Lui-même est ainsi devenu l'esclave d'un colonel du Nord-Soudan, qui l'a emmené dans sa maison à Khartoum.

Le deuxième témoignage est celui d'un jeune homme en Haïti, qui, à la recherche d'un quelconque travail sur le port de Kay-Jacmel, s'est fait piéger – comme bien d'autres – par un recruteur. Il s'est retrouvé dans l'enfer des champs de canne à sucre en République dominicaine, asservi pour des années.

Des textes qui, en quelques lignes très simples, inspirent horreur et révolte.

C. L. G.

Entre guerre et misère – les esclaves aujourd'hui
de Marie-Agnès CombesqueEd. Syros Jeunesse, coll. J'accuse ! 85 p., 49 F.

Il y a vingt ans,

L'ASSASSINAT D'HENRI CURIEL

(communiqué)

Le comité « Au nom de la mémoire-Henri Curiel » nous informe qu'il appelle lundi 4 mai, de 18 heures à 19 heures, à un rassemblement silencieux au 4, rue Rollin, Paris 5e (métro Monge), l'ancien domicile d'Henri Curiel. Une prise de parole aura lieu à 18 h 30.

C'est en effet là que fut assassiné il y a vingt ans Henri Curiel. Né en Égypte, il avait fait partie des organisations communistes de ce pays avant d'en être expulsé en 1950 par le régime du roi Farouk. Arrivé en France, accueilli plus que froidement par un PC français méfiant à l'égard des militants nationalistes des pays arabes, il avait alors d'abord milité, durant la guerre d'Algérie, dans les réseaux de soutien au FLN.

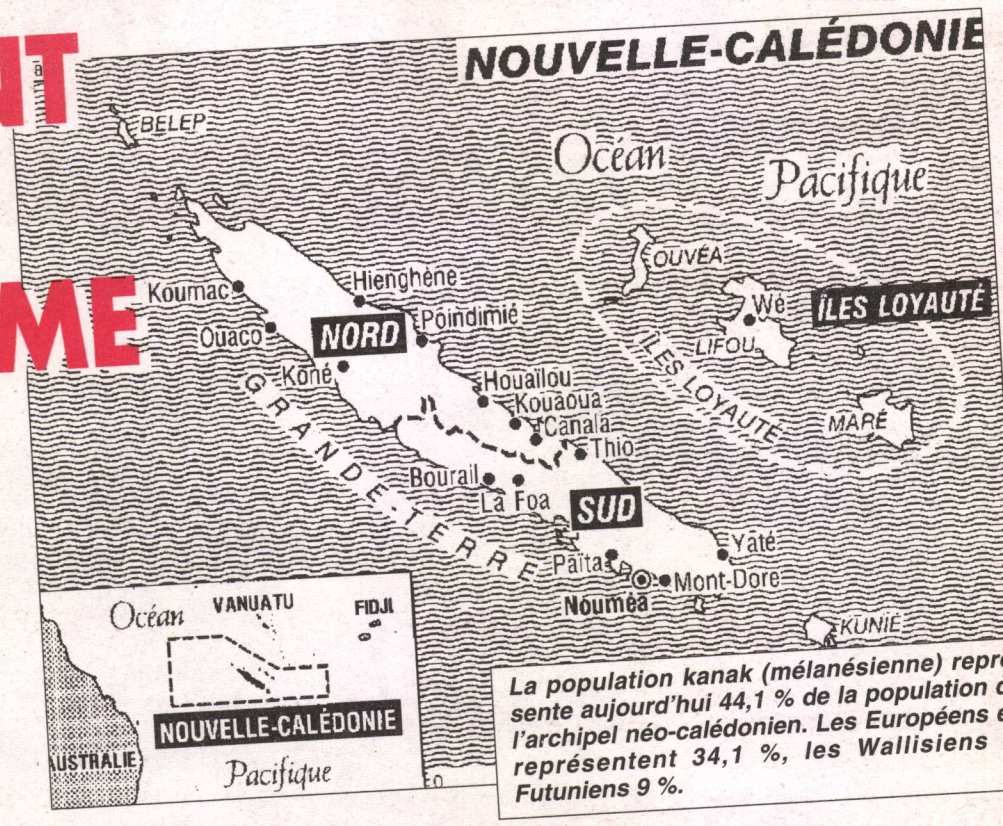
Henri Curiel avait des conceptions, pour l'essentiel, nationalistes et non communistes, que nous ne partageons pas. Il avait en effet été formé à l'école des PC staliniens, dans un pays où ceux-ci ne donnaient pas au mot communisme d'autre sens que celui de nationalisme. Tout en se trouvant contraint en France de militer en dehors du PC, il n'avait pas rompu pour l'essentiel avec cette conception. Mais cet engagement et cette volonté d'aider à combattre l'oppression colonialiste et impérialiste lui valurent les tracasseries de la police, et finalement l'assassinat.

Henri Curiel avait créé une organisation spécialisée dans l'aide aux militants anticolonialistes du Tiers-Monde, Solidarité. Et c'est sans doute ses liens avec de nombreux militants et organisations de différents pays qui lui valurent la vindicte particulière de nombreux services secrets, disposant eux-mêmes sans doute de relations bien placées parmi leurs homologues en France, et finalement son assassinat par deux tueurs dans l'ascenseur de son immeuble, le 4 mai 1978.

Dans son communiqué, le comité « Au nom de la mémoire-Henri Curiel » déclare que pour lui, à l'occasion de ce vingtième anniversaire, « *il s'agira d'abord de stigmatiser le scandale d'un crime politique resté impuni, puisque le dossier est aujourd'hui classé, et d'exiger que soit enfin tenue la promesse faite naguère de donner à la justice l'accès nécessaire aux archives des services secrets français où gît la vérité* ». Et peut-être même des responsabilités gênantes, même vingt ans après, pour ces étranges « services » de l'État…

L'accord de Nouméa sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie :

UN RAVALEMENT DE FAÇADE DU COLONIALISME SUR LE DOS DU PEUPLE KANAK



La population kanak (mélanésienne) représente aujourd'hui 44,1 % de la population de l'archipel néo-calédonien. Les Européens en représentent 34,1 %, les Wallisiens et Futuniens 9 %.

L'accord conclu à Nouméa le 21 avril, sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie et la visite prévue de Jospin sur place destinée à lui donner du lustre, se veulent placés sous le signe du consensus général. Sous l'égide du gouvernement, les représentants du FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste) et ceux du RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) ont accepté l'instauration d'une « citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie » et le transfert progressif des compétences de l'Etat français vers ce territoire.

Il sera très progressif, en effet. L'accord doit d'abord être ratifié en Nouvelle-Calédonie avant la fin de l'année, moyennant quoi un gouvernement collégial remplacera le haut-commissaire de la République hérité de la colonisation. Mais la « pleine souveraineté » de la Nouvelle-Calédonie (le mot d'indépendance ne figure pas dans l'accord) ne pourra intervenir qu'entre… 2013 et 2018.

C'est une constante de la politique française en Nouvelle-Calédonie que de reporter systématiquement à plus tard, beaucoup plus tard, l'idée de l'indépendance. Ainsi, cet accord fait suite à celui qui fut signé à Matignon en juin 1988 entre Michel Rocard, le RPCR et le FLNKS, aux termes duquel un référendum d'autodétermination devait avoir lieu… dix ans plus tard.

L'accord de Nouméa fournit un nouvel habillage pour une forme d'autonomie qui met cette fois de côté, pour quinze ou vingt ans, ce référendum d'autodétermination.

« Solution consensuelle »

La recherche d'une « solution consensuelle » était prônée depuis 1991 par Jacques Lafleur, le potentat porte-parole des Caldoches (les descendants des colons et autres anciens immigrants d'origine européenne), leader du RPCR et député RPR, cosignataire des accords de Matignon de 1988 avec Jean-Marie Tjibaou pour le FLNKS.

Les différentes parties souhaitaient éviter le fameux référendum prévu pour cette année. Du point de vue des nationalistes du FLNKS, il ne risquait que trop de souligner le fait que la population kanak favorable à l'indépendance est minoritaire dans le corps électoral. Et, du point de vue d'un dirigeant comme Lafleur, il est inutile de ranimer des risques de troubles tels que ceux qui avaient marqué la montée de la révolte kanak dans les années 80 ; d'autant plus inutile que, tous comptes faits, la nouvelle répartition des pouvoirs issue des accords de Matignon ne lèse pas la bourgeoisie de Nouméa : elle lui a laissé la haute main sur les principales richesses du territoire, ne serait-ce qu'à travers le contrôle de la Province Sud et de la capitale, qui en concentre l'essentiel. C'est ce que Rocard a appelé une « *décolonisation sans changement de souveraineté* »…

On comprend donc que l'accord qui vient d'être conclu satisfasse tout ce monde.

145 ans de domination coloniale

Pourtant, les gouvernants français s'étaient durement accrochés au « Caillou » (comme on appelle la Nouvelle-Calédonie), archipel situé à quelque 18 000 km de la métropole, possession française depuis 1853. Question d'intérêts coloniaux – classiques – les profits tirés des terres volées aux autochtones, les gros sous tirés de l'exploitation du nickel, qui ont engraissé la bourgeoisie caldoche. Question politique aussi : les gouvernants français, et leurs chefs militaires, ont longtemps dit voir dans la possession directe de la Nouvelle-Calédonie, territoire français d'outre-mer, un élément « stratégique » important de la « grandeur » de la France dans le Pacifique…

Plus prosaïquement, les liens directs de la bourgeoisie coloniale de Nouméa avec la caste politique de la métropole, avec les caisses du RPR notamment, expliquent sans doute aussi largement le pouvoir exercé pendant longtemps par le lobby « caldoche » auprès de l'administration et de l'Etat français.

L'enjeu du nickel

Depuis dix ans, les péripéties des pourparlers, en grande partie tenus secrets, ont tourné avant tout autour de ce que les journalistes appellent « l'épineuse question du nickel ».

Depuis les concessions de juin 1988, la production du minerai se répartit – inégalitairement – entre la SMSP (Société minière du Sud-Pacifique), liée aux milieux dirigeants indépendantistes, et le groupe français Eramet, dont l'Etat français détient 55 % des parts (des fonds de pension anglo-saxons étant actionnaires minoritaires, mais influents) et dont l'ancienne Société Le Nickel est une filiale.

Le FLNKS n'a cessé de réclamer l'accès à d'autres gisements de nickel, seuls susceptibles de lui permettre d'approvisionner une usine de transformation qu'il projette – en association avec le grand groupe canadien Falconbridge – de construire dans sa Province du Nord afin de s'assurer de meilleures ressources que via la simple exportation du minerai extrait. Jusque-là, la Société Le Nickel possède en effet la seule usine de transformation du territoire.

Face à cette revendication, Eramet a longtemps marchandé et fait de la résistance. Finalement, le 1er février dernier, un accord est intervenu, entériné par le FLNKS, qui avait fait un préalable (et on le comprend) de ce règlement avant toute reprise de négociations politiques.

La dépendance financière

Jospin peut donc se targuer d'un « succès », comme Rocard en son temps, au prix de quelques déclarations symboliques, d'une plus grande autonomie politique pour le lointain territoire – et de quelques efforts financiers fournis sur le budget, au service d'une politique des gouvernements français en Nouvelle-Calédonie qui, depuis dix ans, vise à servir de contre-feu à la revendication indépendantiste.

Le Monde a pu écrire : « *Les Ultras de l'indépendance se sont glissés dans les costumes de très sages notables,* […] *en Nouvelle-Calédonie, où les anciens meneurs du FLNKS jonglent aujourd'hui avec les centimes additionnels, les crédits du Fonds européen d'investissement ou les cours du nickel au London metal exchange.* […] *La radio du Front a été maintenue, mais elle diffuse, désormais, des messages publicitaires financés par les brasseurs d'affaires de Nouméa* » (30/31 octobre 1994).

Que bien des indépendantistes se soient transformés en gestionnaires, liés aux apports financiers venus de métropole et soucieux d'accéder aux miettes du gâteau, n'empêche cependant pas l'essentiel des crédits investis dans l'intérieur de retourner en fin de compte vers les entreprises situées dans la région de Nouméa, et vers les banques, métropolitaines ou étrangères.

Une autre illustration : entre 1989 et 1996, le nombre de cadres kanak, formés par l'Etat français, est passé de 143 à 344. Mais, pendant le même temps, celui des cadres d'origine européenne est passé, lui, de 2 078 à 4 548.

Même si la Nouvelle-Calédonie finit par être promue au rang d'« Etat associé » à la France, avec ses propres emblèmes, drapeau, hymne, graphisme des billets de banque (!) comme il est prévu, et peut-être avec le droit de s'appeler « Kanaky », elle demeure bel et bien non seulement dans la dépendance de l'impérialisme mais aussi sous la domination d'une bourgeoisie héritée, pour une large part, de la domination coloniale.

C'est ce que les bourgeois et les hommes politiques appellent une « décolonisation réussie ». A l'échelle d'un petit archipel du Pacifique, peuplé au total de 197 000 habitants, il est vrai.

Mais, en fin de parcours, ce ne sont pas les travailleurs et le peuple des pauvres, Kanaks ou « petits Blancs », qui trouveront leur compte à ce genre de règlement néo-colonial. Leur situation n'a pas cessé de se dégrader. La « manne » financière n'est pas pour eux, qui sont de plus en plus frappés par le chômage et contraints d'aller s'entasser en masse dans les bidonvilles autour de Nouméa.

La population travailleuse et pauvre n'a pas d'avenir dans l'étroite perspective nationaliste de la « Kanaky », fût-elle formellement indépendante. Elle n'en trouverait qu'en cherchant, sous la direction des travailleurs, ses alliés contre le système impérialiste parmi les autres exploités et opprimés du Pacifique, y compris ceux des mini-Etats « indépendants », sur la base d'une solidarité de classe.

Christiane LE GUERN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995